

*l'Anti*capitaliste

N°159 | Septembre 2024 | 4,5 €

la revue mensuelle du NPA



CONSTRUIRE UNE GAUCHE DE RUPTURE



LA CAMPAGNE DANS L'AUDE UNE
INTERVENTION SIGNIFICATIVE



UKRAINE: TRANSFORMATIONS
SOCIALES POUR LA
SURVIE COMMUNE



GOUVERNEMENT DE RUPTURE:
LA QUESTION EST POSÉE

ÉDITORIAL

Comité de rédaction Construire une gauche de rupture 3

PREMIER PLAN

Madi, Sylvain et Thomas (NPA 31) La campagne dans l'Aude est significative 4

Thomas Coutrot Remettre le contrôle ouvrier sur le métier 6

Alexander Kitral Comment des conditions extrêmes ont poussé les Ukrainien·nes à des « transformations sociales » pour leur survie commune 10

DOSSIER

Laurent Ripart Gouvernement de rupture, la question reste posée 14

Antoine Larrache et Fabienne Dolet Dix mesures de rupture pour un autre monde 17

William Donaura, Thomas Rid et Elsa Collonges

Après les législatives : lutter, s'organiser 20

Sylvain Pyro et Antoine Larrache

Les pressions de la société sur les organisations du mouvement ouvrier, une question déterminante 23

Edouard Soulier, Hafiza B. Kreje, An Gwesped

La gauche française et l'internationalisme 26

Commission nationale d'intervention féministe

Construire une gauche de rupture féministe 28

Commission nationale écologie du NPA-A

L'écologie, au centre d'un programme de rupture 29

Gilbert Achcar et Antoine Larrache

En quoi la gauche a fait fausse route et pourquoi il est grand temps de redresser la barre 30

LECTURE

Henri Wilno « Brève histoire du néolibéralisme » 34

FOCUS

Samir Larabi Sur les élections en Algérie du 7 septembre 2024 36

Retrouvez notre revue sur sa page du site *L'Anticapitaliste* : <https://lanticapitaliste.org/presse/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

Couverture : © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas



Salah Hamouri. Meeting à l'université d'été du NPA 2024
©Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Luca.

NPA

L'Anticapitaliste

S'ABONNER

PAR CHÈQUE

à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex
France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1 an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1 an 100 euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1 an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1 an 76 euros

Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail :
<http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <https://lanticapitaliste.org/abonnement>

Tarif standard		
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre	
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre	

L'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA - L'Anticapitaliste

Comité de rédaction :

Fabienne Dolet, Raphaël Greggan, Thierry Labica, Antoine Larrache, Maya Lavault, Héléne Marra, Robert Pelletier, Laurent Ripart, Édouard Soulier.

Pour contacter la rédaction :
contact-revue@npa2009.org

Directrice de la publication :

Penelope Duggan

Secrétaire de rédaction :

Raphaël Greggan

Diffusion :

diffusion.presse@npa2009.org

Administration :

01 48 70 42 30
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire :

0519 P 11509

Numéro ISSN :

2269-370X

Société editrice :

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage :

3 000 exemplaires

Maquette et impression :

Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

Construire une gauche de rupture

LE COMITÉ DE RÉDACTION

Le coup de force de Macron après les résultats de juin dernier est loin d'être fini. Nous vivons une crise de légitimité du pouvoir institué sans précédent. À nous de construire des luttes pour en finir avec ce pouvoir.

Les élections européennes et législatives sont révélatrices des crises sociales, écologiques et guerrières en Europe et dans le monde. En particulier en Ukraine, où les populations continuent à vivre au quotidien sous les bombes, comme le détaille l'article d'Oleksandr Kitral (p. 10). En France, les attaques libérales et les défaites de ces dernières années offrent un espace important à la propagande populiste et raciste de l'extrême droite au sein de la classe ouvrière, comme le démontre Thomas Coutrot (p. 6). Le nouveau front populaire (NFP) a permis « d'éviter le pire » à l'Assemblée nationale et de regrouper toute la gauche. Nous nous en sommes saisis pour inscrire dans cet espace, notamment avec la campagne de Philippe Poutou dans l'Aude (p. 4) où le NPA-A s'est retrouvé confronté à une double injonction : celle de soutenir l'unité politique, syndicale et associative de la gauche et, en même temps, de pousser des propositions radicales pour tenter de contrer l'extrême droite.

UN GOUVERNEMENT DE DROITE PRÊT POUR LE COMBAT

Après cinquante jours sans gouvernement, la nomination de Michel Barnier, vieux briscard de la droite réactionnaire, sexiste et homophobe, constitue un abus de pouvoir et une provocation majeure, dans la continuité autoritaire d'un quinquennat marqué par le recours extensif à la répression de toute opposition et des mesures d'exception. Macron désavoue sa propre norme parlementaire. Le Premier ministre est issu d'un parti totalement défait et ne tient qu'avec l'accord et la pression du RN, dont dépend à présent la pérennité

de cette usurpation. La 5^e République semble paralysée par la division en trois blocs de l'Assemblée nationale. Mais le régime présidentiel montre sa toute-puissance. Les ministres-démissionnaires qui devaient se limiter aux « affaires courantes », ont continué leur politique libérale et tout mis en place pour faire voter un budget d'austérité pour 2025, poussant les travailleurs-euses dans les bras du RN. En sept ans, Macron à tout fait pour favoriser l'extrême droite, en menant une politique néolibérale offensive (dont Henri Wilno nous rappelle l'histoire et la portée dans sa critique du livre de David Harvey, p. 34). Tout en réprimant de plus en plus massivement les révoltes populaires. Le patronat français a de plus en plus besoin d'un État fort pour survivre, pour espérer tirer leur épingle du jeu dans la redéfinition des sphères d'influences mondiales, à l'image de l'Argentine ou de l'Italie.

CONSTRUIRE NOS LUTTES

Face à cela, la gauche ne peut rester l'arme au pied. Nous avons souhaité, dans le dossier de ce numéro, expliquer ce qui nous semble nécessaire pour une gauche de rupture. L'unité, dans le Nouveau front populaire, en est le premier élément. Nous y défendons, pour convaincre sans cliver, nos positions féministes, antiracistes, écologistes et internationalistes. Cette unité n'a de sens que si elle agit, si elle cherche à transformer la société. C'est pourquoi il nous semble indispensable de mettre à l'ordre du jour dix mesures de rupture sur des questions économiques (salaires, retraites) ; de société et internationales (Palestine, Ukraine...). Par ces

revendications pour la rupture, nous entendons favoriser des manifestations qui se confrontent réellement au pouvoir. C'est dans les manifestations et les grèves massives qu'émerge la conscience d'être un collectif, une force suffisante non seulement pour renverser le vieux monde, mais également pour en bâtir un nouveau.

DÉVELOPPER NOS ORGANISATIONS

Nous sommes pleinement conscient-es que les institutions de l'État exercent une pression sur le mouvement ouvrier, tant au niveau politique (sur les député-es, une fois élu-es), qu'au niveau syndical (par le « dialogue social ») et des partis (la pression des appareils pour leur propre maintien). Tout concourt pour maintenir le vieux monde en place. C'est pourquoi nous défendons un fonctionnement totalement démocratique, où chacun-e discute et prend des décisions et agit pour le collectif. C'est ce que nous voulons construire au NPA-A, et c'est en ce sens que nous nous insérons dans toutes les dynamiques qui forment l'unité de notre camp social, avec les forces politiques du NFP, comme dans la construction d'une union avec les forces qui soutiennent un projet unitaire et anticapitaliste. Nous continuons à développer et étendre les comités locaux du Nouveau front populaire, pour l'unité de notre camp social. En même temps, nous nous efforçons de regrouper les forces politiques qui soutiennent une vision unitaire et anticapitaliste. Il faut faire bouger les lignes aujourd'hui pour construire les luttes de demain et en finir avec le clair-obscur actuel d'où surgissent les monstres. □

La campagne dans l'Aude est significative

PAR MADI, SYLVAIN ET THOMAS (NPA 31)

Après l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale, le NPA-A a choisi de rejoindre le Nouveau front populaire dès sa création. Une décision prise à l'unanimité par son conseil politique national (CPN), grâce au travail mené sur la réorientation du parti ces dernières années. Une politique unitaire qui a permis de s'insérer dans le NFP et d'arracher sur le fil une circonscription avec Philippe Poutou et Pauline Salingue comme candidat-es.

On peut regretter de n'avoir obtenu qu'une unique circonscription pour ces législatives mais cela a contribué à l'incarnation de la présence des anticapitalistes dans le Nouveau front populaire (NFP) et donné une légitimité aux camarades pour participer aux campagnes unitaires dans leur circonscription. La première circonscription de l'Aude s'étend sur un large territoire allant de la Montagne noire au sud de Carcassonne et englobant une partie des Corbières et du Minervois. Si le Carcassonnais représente une part conséquente de l'électorat, faire campagne dans les zones rurales sur un temps aussi restreint représente un véritable défi.

UN TERRITOIRE CONTRASTÉ

L'Aude est le troisième département le plus pauvre de France (hors DROM-COM). Le taux de chômage des 18-40 ans y est très élevé (30 %), les jeunes souffrent de l'absence d'université et partent massivement pour étudier ou travailler dans les métropoles de la région. Plus largement, le recul des services publics est une préoccupation majeure.

La viticulture a une place centrale dans l'activité économique. Ces dernières années, l'Aude est confrontée à des problèmes de sécheresse. La gestion de l'eau est un enjeu primordial sur cette terre agricole fortement impactée par le changement climatique. Dans le secteur privé, la situation est également dégradée, la majorité des entreprises avec un nombre conséquent d'ouvriers et d'employés ayant fermé.

L'Aude a une forte histoire de luttes payannes et ouvrières. Historiquement

ancrées à gauche, les trois circonscriptions du département sont passées au RN en 2022. Une situation dans laquelle la direction régionale du PS est partie prenante, Carole Delga (présidente du conseil régional) ayant soutenu les candidatures dissidentes face à la NUPES. Si en 2024 elle fait le choix du NFP, cela ne l'empêchera pas de soutenir Aurélien Turchetto, qui se présente comme « divers gauche » face à Philippe Poutou.

UNE CAMPAGNE FORTEMENT POLARISÉE

La circonscription était initialement promise à LFI, dans un contexte d'éclatement de la gauche, avec un PS divisé et anciennement hégémonique qui tient le Conseil départemental et de nombreuses mairies mais qui recule face au RN. Le PCF et les Écologistes ont une implantation réelle sur la circonscription. LFI est moins implantée institutionnellement mais dispose néanmoins d'un large réseau militant. Quant au NPA, il a quelques militants dans l'Aude, concentrés dans le Narbonnais (2^e circonscription), toutefois certains de nos camarades ont des attaches à Carcassonne.

Le député de la circonscription, Christophe Barthès, se revendique comme étant le « Trump occitan » : ultra-sexiste, climatosceptique, royaliste, nostalgique de l'Algérie française... En face de lui, le NFP représenté par Philippe, ancien candidat à la présidentielle pour le NPA. Difficile de faire plus opposés sur l'échiquier politique. Cela s'est rapidement ressenti, avec une campagne très polarisée entre extrême gauche et extrême droite, faisant presque oublier les autres candidats qui ont paru très en retrait.

QUELLES BASES POUR CETTE CAMPAGNE ?

Il y avait un double enjeu pour l'équipe de campagne renforcée par des camarades d'autres départements : entraîner l'ensemble des organisations du NFP derrière nous et organiser la campagne militante. Une tâche ardue étant donné le peu de temps dont nous disposions.

Évidemment, le parachutage de notre candidature a été mal accueilli par les autres composantes locales du NFP. Le début de campagne a donc été principalement consacré à créer un rapport de confiance et à s'assurer le soutien du reste du NFP afin d'élargir notre base. Nous avons centré la campagne sur les questions sociales et nous avons mis en place une direction de campagne collective et unitaire qui s'est réunie chaque jour. Un travail qui a payé et nous a permis de travailler avec toutes les forces du NFP, y compris le PS carcassonnais, mais aussi des syndicats, collectifs et associations.

Le second enjeu était d'organiser rapidement la campagne de terrain : trouver un local de campagne, imprimer les tracts et affiches, organiser l'afflux de militants... Le 18 juin nous avons lancé la campagne avec un comité d'accueil pour l'arrivée de Philippe. 220 personnes étaient réunies et plus de la moitié ont fait savoir qu'elles souhaitaient s'impliquer.

Nous avons initialement prévu d'ouvrir le local quelques heures par jour mais, dès le 19 juin, l'afflux de militants a été tel que nous avons tenu une permanence de 9h à 19h non-stop tous les jours. Le local a été un lieu de rencontre pour les militants et sympathisants des différentes forces politiques et cela a largement contribué à créer de la cohésion et de la convivialité.

En plus des connaissances du territoire et de la forte implication de nos camarades du NPA de l'Aude, nous avons pu compter sur une solide base de militants du NPA extérieurs à la circo qui sont venus prêter main forte, pour tout ou partie de la campagne, avec un soutien massif des départements voisins les jours de meeting. Nous avons ainsi pu optimiser l'utilisation des énergies militantes disponibles sur place. Ce travail commun a créé et consolidé des liens militants forts entre camarades venus de toute la France. Nous avons également pu compter sur l'investissement important de militants des autres organisations du NFP mais aussi de nombreux sympathisants et primo militants. Un renouvellement de nos forces qu'on espère voir perdurer au-delà des élections.

Parmi les temps forts de la campagne, on peut noter 120 militants devant le local pour la fête de la musique, 400 personnes au meeting de Marseillette le 27 juin et plus de 700 personnes au meeting de Carcassonne, le plus important que la ville ait connu depuis l'élection de Mitterrand en 1981. Des chiffres qui illustrent bien le dynamisme de cette campagne et l'engouement qu'elle a réussi à faire naître en quelques jours à peine.

DES RAPPORTS TENDUS AVEC LA PRESSE LOCALE

Rien ne nous aura été épargné. La presse locale s'est fait le relai des calomnies des autres candidats, du RN au dissident PS en passant par le marcroniste, expliquant que nous soutenions le Hamas dans la circo où un gendarme a été assassiné par un islamiste. *L'indépendant* a même été jusqu'à publier une fausse citation de Philippe qui aurait traité les maires des petites communes de fainéants et dans, l'entre-deux tours, le journal a enlevé de son interview écrite les passages de critiques du candidat RN. Quant à *La Dépêche*, elle a rompu la trêve électorale en publiant le samedi, veille du second tour, un appel à ne pas voter Poutou émanant du dissident PS éliminé au premier tour.

France 3 Régions a de son côté assez peu couvert la campagne. Le moment de plus forte visibilité a été le débat avant le premier tour mais le RN a refusé d'y participer en invoquant l'indignité de la candidature du NPA, « soutien aux égorgeurs de policiers ».



Nous avons fait le choix d'y participer face aux candidats Ensemble et PS dissident. La prestation de Philippe nous a permis de marquer des points.

UN RÉSULTAT HISTORIQUE POUR UNE CANDIDATURE ISSUE DE NOTRE COURANT

Le dynamisme de notre campagne et l'unité que nous sommes parvenus à créer et consolider ont permis de déjouer les pronostics et de nous qualifier au second tour avec 18,7% des voix, éliminant le dissident PS et le candidat macroniste. Le RN, sans concurrence des LR, a failli être élu dès le premier tour avec 49,3 % des suffrages. Dans l'entre-deux tours, nous avons réussi à rallier la majorité du PS et à obtenir des soutiens nationaux tels qu'Olivier Faure, Marine Tondelier, Sandrine Rousseau ou Hadrien Clouet.

Le PS dissident n'a pas appelé à voter pour nous, se contentant d'un « *Pas une voix pour le RN* » quand le candidat macroniste a appelé à ne pas donner une voix à Philippe Poutou. Cela n'a pas empêché la campagne militante de s'amplifier et nous avons réussi à doubler le nombre de voix en une semaine avec 38,56% au second tour. Le RN gagne 4 000 voix avec une participation stable. À Carcassonne, nous sommes en tête dans plusieurs bureaux des quartiers populaires et nous frôlons les 50 % sur la ville. Mais dans les villages, le score du RN est écrasant, avoisinant régulièrement les 70 %. Enfin, les votes blancs et nuls explosent entre les deux tours passant de 4 à 12 %.

ET MAINTENANT ?

Nous savions cette circonscription très difficilement gagnable. Le RN

progresses partout, il était quasi impossible de battre un député sortant mais nous avons prouvé que nous pouvons entraîner autour de nous et avoir une influence de masse. En trois semaines, nous avons agrégé des forces sociales qui se sont tournées vers l'extérieur pour en convaincre de nouvelles de se tourner vers nous.

Nous l'avons vu lors de ces élections, le centre connaît trop bien ses intérêts économiques pour voter pour nous. Il y a donc deux directions dans lesquelles le NFP doit travailler dans ce type de configuration. La première est de renforcer la participation dans les quartiers populaires, qui nous sont favorables. La seconde est de mordre sur l'électorat du RN, ce qui était impossible dans un délai aussi court. Pour cela, quelles questions mettre en avant ? Comment faire bouger les lignes ? Il faut retrouver une intervention dans les milieux ruraux, pas seulement en période électorale, notamment autour de la question des services publics. Mais il y a aussi un enjeu majeur à faire reculer le racisme, cette tâche est incontournable pour la gauche sociale et politique.

Enfin, il faut maintenir la dynamique après la campagne, notamment sur le terrain des luttes sociales, seules à même de modifier en profondeur les rapports de forces globaux. Nous ne savons pas quelles seront les prochaines échéances électorales mais dans un contexte d'instabilité institutionnelle, nous pensons que nous devons avoir une continuité d'intervention du NPA dans « notre » circonscription. Dans cette optique, nous participons conjointement à la création d'un comité NFP et d'un comité NPA à Carcassonne. □

Remettre le contrôle ouvrier sur le métier

PAR THOMAS COUTROT*

Dans le rapport capitaliste de production, le contrat d'emploi salarié est défini juridiquement par la subordination. Il appartient à l'employeur d'organiser le travail et de diriger les salarié-es dans l'exécution des tâches requises pour valoriser le capital de la société. Les salarié-es n'ont pas à participer aux décisions concernant leur travail, supposé être une pure activité d'exécution. Le principe fondamental du management, c'est « command and control ».

Ce principe structure profondément l'activité quotidienne de millions de salarié-es, via la division des tâches, les procédures, les modes de coordination et de contrôle, les modalités de rémunération... Ce mode de direction du travail a été formalisé au début du 20^e siècle par Taylor, et depuis lors il n'a guère changé dans ses fondements. Les évolutions du management dans les années 1990, sous l'influence de la financiarisation des firmes, et sous l'étiquette générique du *lean management*, ont même radicalisé ces principes d'organisation, les investisseurs voulant comprendre et anticiper la performance financière de l'entreprise et de chacun de ses maillons pour orienter leurs choix d'investissement. Le déploiement des nouvelles technologies a permis d'implanter des systèmes d'information très réactifs qui dissèquent la performance productive de chaque unité de travail, voire de chaque salarié-e. On peut dire que la soumission réelle du travail a connu une avancée qualitative.

Ces principes ont été injectés dans le secteur public à partir des années 2000 : le *New Public Management* est le décalque dans le service public du lean, le management par les chiffres déjà implanté dans le privé. Les missions sont ramenées à un ensemble d'indicateurs chiffrés, dont l'atteinte est vérifiée par un reporting permanent, que les salarié-es décrivent souvent comme l'envahissement de leur activité par les tableurs Excel.

Le système originel de lean production, établi chez Toyota, théorise la responsabilisation des salarié-es par leur participation à l'amélioration continue des procédés. En pratique, et en contradiction avec le discours des manuels de management sur la nécessaire autonomisation des salarié-es¹, a été mis en place en Europe et ailleurs un formatage contraignant et détaillé de l'activité, rythmé et finalisé par des objectifs chiffrés, rigides et imposés.

Certes, il y a toujours eu des écoles de pensée managériales minoritaires, alternatives au taylorisme, porteuses d'un « management humaniste » et d'une vision moins étriquée du travail. Mais ces expériences organisationnelles restent marginales, limitées à quelques PME aux patrons atypiques. Quant aux coopératives, jusqu'à une période récente, elles se posaient rarement la question de l'organisation du travail. Dès qu'elles atteignent une certaine taille, quelques dizaines de salarié-es, elles adoptent le plus souvent les modes hiérarchiques conventionnels, même si l'élection des dirigeants et le partage de la valeur les différencient clairement des entreprises capitalistes.

ALIÉNÉ ET ÉMANCIPATEUR, L'AMBIVALENCE DU TRAVAIL

Pourtant, même si l'immense majorité des salarié-es subit ce management par les chiffres, la soumission totale du travail reste une utopie. Le réel

résiste : la fameuse distinction entre le travail prescrit et le travail réel, étrangement ignorée par la plupart des marxistes malgré son potentiel de subversivité politique, demeure indépassable.

Bien sûr le travail sous régime capitaliste est contraint et aliéné, ses finalités et son organisation échappent aux travailleur-ses, il est pathogène pour les humains et la nature. Mais même sous régime capitaliste, il est aussi un espace d'irréductible liberté. Cela tient à ce fait social majeur, attesté par les sciences du travail (ergonomie, psychologie, sociologie) : les travailleur-ses suivent les consignes et les procédures, ils servent les machines ou les algorithmes (le travail mort), mais ils font également bien d'autres choses qui échappent aux managers.

C'est que la prescription capitaliste est incapable de prévoir tous les aléas qui vont se présenter dans le travail. Pour faire celui-ci correctement dans des situations variables et imprévues, les personnes engagent nécessairement leur intelligence, leur subjectivité, leur sensibilité, leur humanité. C'est ce que les ergonomes et psychologues du travail appellent le travail vivant (Christophe Dejours) ou l'activité (Yves Clot, Yves Schwartz, Philippe Davezies...). Les travailleur-ses disposent de ce fait, objectivement pourrait-on dire, d'un pouvoir sur leur travail.

En temps normal, le travail vivant, indispensable à l'atteinte des objectifs managériaux, est fonctionnel



Manifestation contre la réforme des retraites et le 493, le, 18 mars 2023.
© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

pour le système. Les salarié-es n'ont pas conscience du pouvoir qu'il recèle, qui reste latent. Il se loge dans des astuces de métier, des réflexes résultant de l'expérience incorporée, des ajustements imperceptibles, des échanges informels entre collègues, qui font la différence entre un travail bâclé et un travail bien fait. L'effort déployé pour surmonter la contradiction entre le prescrit et le réel demeure invisible aux yeux du management, mais aussi des salarié-es eux-mêmes, soumis au discours méprisant de la hiérarchie sur la nécessité d'une stricte obéissance. Toutefois, quand les travailleur-ses prennent collectivement conscience de ce pouvoir du travail vivant et s'en emparent, cela peut changer le rapport de force. Rompant avec le mépris tacite ou explicite dans lequel les tient le management, ils expérimentent la valeur de leur travail et peuvent y trouver de la fierté. C'est l'exemple bien connu de la grève du zèle : quand les travailleur-ses respectent les consignes à la lettre sans prendre aucune initiative, tout se bloque. Comment transformer ce pouvoir latent du travail vivant en puissance politique effective ? Il y a là une question stratégique sur laquelle la gauche, à quelques exceptions près, a bien peu réfléchi.

Le management néolibéral nous oblige désormais à nous la poser. Il transforme en effet la domination du travail mort sur le travail vivant en

véritable écrasement. La dimension de liberté, toujours présente au cœur du travail, est aujourd'hui de plus en plus étouffée par les dispositifs gestionnaires. Les conséquences sur la santé (et la démocratie) sont telles que commence à émerger un espace de débats, d'initiatives, de résistances et d'alternatives visant – plus ou moins – explicitement à transformer le travail. Les mobilisations contre la réforme des retraites, les débats sur les « activités essentielles » lors de la crise Covid, le refus du mal-travail et la critique écologique du travail par les travailleur-ses eux-mêmes en sont des signes. Encore faut-il s'interroger sur la manière dont les salarié-es se représentent et interprètent ces situations : c'est ici qu'intervient la question du sens du travail.

TRAVAIL ET QUÊTE DE SENS

Notre focalisation² sur le sens du travail ne résulte pas d'un parti-pris théorique a priori mais d'un constat issu d'enquêtes de terrain : la critique ordinaire du management néolibéral s'exprime massivement par une déploration de la perte de sens du travail. Dès la fin des années 2000, quand on les faisait parler sur leur travail³, c'est ce qu'exprimaient massivement les salarié-es soumis-es à la dictature des indicateurs chiffrés, aux réorganisations et innovations récurrentes et imposées dans le seul but de réduire les coûts et d'accroître la rentabilité financière, au

détriment du travail bien fait. L'essor récent de cette thématique dans le débat public a renforcé ce constat.

Pourquoi la protestation contre la dégradation du travail se cristallise-t-elle sur la question de son sens ? Il faut revenir à ce qu'est le travail selon Marx et les sciences du travail : une activité humaine visant à la transformation du monde matériel, mais qui transforme aussi de ce fait le monde social et l'être humain lui-même. Ces différentes dimensions transformatrices de l'activité de travail dessinent trois dimensions de son sens : mon travail

a du sens pour moi si je le pense utile, s'il crée ou maintient mon lien avec la société, et s'il me fait grandir. À l'inverse si je ne vois pas d'utilité réelle à ce que je fais (comme ces titulaires de bullshit jobs qui remplissent des tableaux Excel à longueur de journée), si je dois bâcler le boulot ou maltraiter les usagers, si je suis enfermé dans des tâches répétitives qui bloquent ma pensée, mon travail perd tout sens. Or les trois dimensions du sens du travail sont simultanément attaquées par le management néolibéral, qu'il s'agisse du sentiment d'utilité sociale, de la cohérence éthique ou de la capacité de développement.

Il ne s'agit pas de dire que les usines ou les administrations des années 1960 furent des lieux idylliques de sens et d'épanouissement au travail. Mais la doléance sur la perte de sens n'idéalise pas le passé : elle renvoie au fait que taylorisme et le fordisme laissaient quand même une place aux micro-compromis que les salarié-es pouvaient passer avec le chef, aux arrangements informels entre collègues, à toutes ces petites respirations que les sociologues appelaient les « régulations autonomes » des collectifs de travail, et qui rendaient malgré tout le travail vivable. Le management néolibéral, par la mise en concurrence des individus et des collectifs, par les



systèmes d'information qui tracent en temps réel la performance individuelle, par l'intensification et la densification du travail, a mis à mal ces régulations. Lorsque les aides à domicile doivent se conformer à des tâches chronométrées, avec un reporting obligatoire des gestes et des minutes passées avec chaque personne, elles ne peuvent plus adapter leur prestation aux besoins des usagers et ont souvent l'impression douloureuse de les maltraiter.

ALERTES SUR LA SANTÉ PUBLIQUE... ET LA DÉMOCRATIE

Pas besoin d'insister ici sur l'impact délétère de ces modes d'organisation du travail sur la santé. Les accidents du travail restent à un niveau important dans l'industrie (malgré les délocalisations massives), et augmentent dans les services, en particulier pour les femmes. Les troubles musculo-squelettiques, souvent invalidants, prolifèrent, touchant là aussi majoritairement les femmes. Les risques psychosociaux provoquent une véritable épidémie de troubles psychiques, dont l'immense majorité ne sont pas reconnus comme maladies professionnelles.

Nos travaux statistiques⁴ ont en particulier documenté l'impact catastrophique de la perte de sens sur la santé mentale : le risque dépressif est multiplié par deux, que ce soit pour les cadres ou pour les ouvriers. Ce point est politiquement décisif : contrairement à un préjugé courant, qui confine parfois au mépris de classe, trouver du sens à son travail n'est pas moins important au bas de l'échelle sociale qu'en haut. Il est vrai qu'en moyenne les ouvriers trouvent moins de sens à leur travail que les cadres, car ils ont plus de mal à percevoir l'utilité sociale de leur travail, et celui-ci est plus contraint et répétitif. Mais la fierté du travail bien fait reste importante pour eux : quand ils subissent une perte de sens (comme ces ouvriers/ères obligés de sacrifier la qualité des produits à la rentabilité), l'effet sur leur santé est tout aussi destructeur. Quant aux professions du care, majoritairement féminines, elles trouvent plus de sens à leur travail que la moyenne, mais souffrent de

conflits éthiques structurels tenant au manque de moyens et à la rigidité de l'organisation du travail.

La perte de sens du travail constitue ainsi un enjeu transversal aux différentes couches du salariat. Elle pourrait servir de soubassement à une stratégie d'unification politique de ce dernier. La dimension écologique (l'angoisse de contribuer par son travail à la destruction du vivant) y prend une part de plus en plus prégnante⁵, ce qui renforce son caractère potentiellement unificateur

Des recherches ont établi le lien entre les relations au travail et les comportements civiques, tels que la participation électorale. Comme le disait le philosophe John Dewey, les compétences démocratiques des citoyens se façonnent dans le système éducatif et dans le système productif, à l'école et dans l'atelier. Pour ma part, j'ai réalisé⁶ une des seules études statistiques en France sur le sujet, en rapprochant les enquêtes sur les conditions de travail avec les résultats électoraux au niveau communal, pour l'élection présidentielle de 2017 et l'élection européenne de 2019. Les données montrent que l'absence d'autonomie au travail favorise fortement l'abstention. Les gens soumis à un travail répétitif, sans marge de manœuvre, sans possibilité de peser sur les décisions qui les concernent, tendent à s'abstenir beaucoup plus que la moyenne. Les méthodes statistiques permettent d'affirmer qu'il ne s'agit pas seulement d'un effet de la position sociale, mais aussi et surtout du mode d'organisation du travail.

D'autre part, les enquêtes mesurent la possibilité de s'exprimer sur son travail par l'existence (ou non) de réunions formelles où les salarié-es peuvent discuter entre eux et avec leur chef des problèmes qu'ils rencontrent. Là encore, les données montrent que celles et ceux qui n'ont pas cette possibilité votent bien davantage pour le RN. Soit qu'ils se conforment à une vision autoritaire du monde, soit qu'ils expriment leur frustration par ce vote protestataire, les travailleur-ses réduits au silence sur leur travail tendent à soutenir l'extrême droite.

L'IMPORTANCE DE POUVOIR AGIR SUR SON TRAVAIL

Les données montrent donc qu'une organisation du travail autoritaire

sape la santé et la démocratie, mais aussi, à l'inverse, que le pouvoir agir sur son travail est un puissant facteur de santé. Dans l'enquête « Conditions de travail » de la Dares⁷, on demande aux personnes si elles ont connu un changement important dans leur travail au cours de la dernière année (un changement d'organisation, de technologie, de management...) : 51 % d'entre elles répondent oui. Ont-elles été informées ? La moitié de celles qui ont connu un changement disent oui. Ont-elles été consultées sur ce changement ? Un tiers l'affirment. Ont-elles pu influencer ce changement ? Une très faible minorité, 16% seulement, le pensent.

Mais ces salarié-es qui ont l'impression d'avoir été écouté-es se portent bien : leur état de santé physique et psychique est plus favorable que la moyenne des salarié-es. À l'inverse, celles et ceux qui n'ont pas été informé-es, ou qui ont été consulté-es mais pas écouté-es, présentent davantage de perturbations et de symptômes dépressifs. Cela montre le rôle déterminant pour la santé du pouvoir d'agir sur son travail. C'est d'autant plus vital pour les Français qu'ils et elles sont ceux en Europe qui ont le moins leur mot à dire sur leur travail, alors qu'ils expriment les plus fortes attentes en termes d'expressivité, de sens, d'utilité du travail⁸.

C'est pourquoi le sujet de la démocratie au travail émerge dans le débat public français de façon inédite. À l'exception de certains penseurs autogestionnaires (Gorz, Mallet, Castoriadis...) et surtout du mouvement syndical italien⁹ des années 1960-1970, le mouvement ouvrier a longtemps négligé cette source potentielle de pouvoir social¹⁰. Aujourd'hui certains à gauche s'y intéressent¹¹, des organisations syndicales commencent à s'en emparer. Quand il produit tant de dégâts, l'acceptation du principe de subordination en échange du pouvoir d'achat et de la protection sociale devient intenable. La CGT a ainsi proposé à son 52^e congrès de remplacer le lien de subordination par la situation de dépendance économique comme critère d'accès aux droits sociaux (comme l'assurance chômage). Surtout, elle a engagé depuis quinze ans, de façon globalement hésitante mais localement tonifiante, une réflexion



Cortège des travailleuses du commerce. Journée de grève et manifestation pour les droits des femmes, Paris, 8 mars 2021.
© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

et des expérimentations pour mettre le travail réel au cœur de l'action syndicale¹². Les retours d'expériences partielles montrent une piste féconde pour dynamiser l'action collective et recréer du rapport de forces¹³, même s'il conviendrait de passer à une tout autre échelle pour changer la donne.

LA DIALECTIQUE MOUVEMENT ET INSTITUTIONS

Pour rendre effectif le pouvoir potentiel du travail vivant, il faut penser une dialectique entre les initiatives du mouvement social et la créativité juridique. Une avancée majeure en ce sens serait d'instituer un droit politique permettant aux travailleur·ses de se réunir sur le temps de travail pour délibérer sur leur travail et formaliser des propositions. Il s'agit de réduire le temps de travail subordonné pour développer un temps de travail politique autonome visant à transformer le travail.

Ce droit d'expression profondément renouvelé serait animé par des « délégué·es au travail réel » élus (sur liste syndicale) à l'échelle des collectifs de travail, environ 20 ou 30 personnes. Ces groupes de délibération sur le travail se tiendraient une demi-journée par mois pour parler entre collègues des difficultés rencontrées, des impacts du travail sur la santé et l'environnement, des moyens de mieux organiser le travail... Pour que les propositions des collectifs aient un vrai poids dans

les décisions, il faudra que les directions soient tenues d'y répondre formellement. Selon le code du travail, l'employeur est tenu pour responsable des atteintes à la santé des salarié·es du fait de leur travail. Des propositions formalisées dans les espaces délibératifs seront difficiles à ignorer par le management, car le défaut de mise en œuvre pourra éventuellement être invoqué par les élus en cas de dysfonctionnement aboutissant à un accident du travail ou une maladie professionnelle, mettant ainsi en cause la responsabilité pénale de l'employeur. C'est un levier juridique puissant pour stimuler l'action syndicale et la mobilisation des salarié·es pour un autre travail.

L'OMS définit la santé comme un état de total bien-être physique, psychique et social, un objectif bien difficile à réaliser... Mais pour le grand philosophe de la santé Georges Canguilhem, souvent cité par des chercheurs comme Yves Clot, la santé est d'abord la capacité d'un humain à avoir une prise sur son environnement. Cette conception philosophique crée un lien direct entre la santé et la démocratie : je suis en bonne santé si je peux agir sur ce qui m'arrive. Promouvoir la santé c'est donc remettre en cause les dominations, qui entravent la capacité à penser et agir ensemble pour le bien commun. Dans les années 1960, les penseurs révolutionnaires ou autogestionnaires voyaient dans

le « contrôle ouvrier » l'expérience par laquelle la classe ouvrière développerait son autonomie pour se porter subjectivement et objectivement candidate au gouvernement de la société. Ne serait-il pas temps aujourd'hui de renouer avec une stratégie du contrôle ouvrier¹⁴ qui tienne compte des avancées des sciences sociales et des expériences historiques, pour repasser à l'offensive contre la subordination et l'hégémonie capitaliste ? □

* Thomas Coutrot est économiste, membre des Ateliers Travail & Démocratie

1) *Discours qu'Eve Chiapello et Luc Boltanski avaient sans doute pris trop au sérieux dans le Nouvel Esprit du capitalisme, leur important livre du tournant des années 2000.*

2) Thomas Coutrot, Coralie Perez, Redonner du sens au travail, une aspiration révolutionnaire, *Le Seuil*, 2022.

3) Coralie Perez, « La déstabilisation des stables : restructurations financières et travail insoutenable », *Travail et Emploi*, n°138, avril-juin 2014.

4) Thomas Coutrot, Coralie Perez, « quand le travail perd son sens. L'influence du sens du travail sur la mobilité professionnelle, la prise de parole et l'absentéisme pour maladie », *Document d'études Dares-CES*, n°249, août 2021.

5) Thomas Coutrot, « Le conflit éthique environnemental au travail », *Travail et Emploi*, n°166-167, 2023.

6) « Le bras long du travail. Conditions de travail et comportements électoraux », *Documents de travail Ires*, n° 01/2024.

7) Maelezig Bigi, Dominique Méda, « Prendre la mesure de la crise du travail en France », in Collectif, *Que sait-on du travail*, Presses de Sciences Po, 2023.

8) Gastone Marri, « Conditions de travail et organisation du travail : la valeur de l'expérience ouvrière », 1975 ; Ivar Oddone, *Redécouvrir l'expérience du travail*, Editions Sociales, 2015.

9) Thomas Coutrot. *Libérer le travail. Pourquoi la gauche s'en moque et pourquoi ça doit changer*, Le Seuil, 2018.

10) Thomas Coutrot. *idem*.

11) Alexis Cukier, *Le travail démocratique*, PUF, 2018 ; François Ruffin, *Mal Travail – le choix des élites*, édition *Les liens qui libèrent*, 2024 ; Paul Magnette, *L'autre moitié du monde – essai sur le sens et la valeur du travail*, éditions *La Découverte*, 2024.

12) Tony Fraquelli, « La démarche revendicative CGT à partir du travail : quelle formation militante ? », exposé des Ateliers Travail & démocratie, 2020.

13) Fabien Gâche, « La démarche travail, une pratique syndicale offensive pour développer la capacité d'action des travailleurs et construire un rapport de force à la hauteur des enjeux », exposé des Ateliers Travail & Démocratie, 2023.

14) Ernest Mandel, *Contrôle ouvrier et stratégie révolutionnaire*, 1969 ; André Gorz, *Stratégie ouvrière et néo-capitalisme*, 1964.

Comment des conditions extrêmes ont poussé les Ukrainien·nes à des « transformations sociales » pour leur survie commune

PAR ALEXANDER KITRAL

Depuis plus de deux mois, les Ukrainien·nes subissent de graves coupures d'électricité dues aux tirs de roquettes. Et la situation risque de se détériorer considérablement cet hiver. Cependant, la vie montre qu'il est possible d'améliorer la vie quotidienne même face à des coupures de courant qui durent des mois, si les gens se soutiennent mutuellement et si les autorités locales font leur travail de manière désintéressée. C'est cette approche des difficultés qui est abordée dans cet article¹.

Dans les zones de la ligne de front de l'Ukraine, de nombreux villages sont privés d'électricité depuis un an ou plus. La situation est d'autant plus compliquée qu'il est impossible d'effectuer des travaux de réparation, la zone environnante étant régulièrement bombardée. Néanmoins, les habitant·es ont réussi à organiser des conditions de vie acceptables. Les habitant·es s'entraident de manière désintéressée en s'équipant, en partageant des générateurs, en remettant en état les infrastructures de transport incendiées, en livrant du bois de chauffage aux endroits « les plus chauds » et en organisant un « budget du peuple » pour répondre aux besoins les plus urgents. Nous publions des récits sur la vie des habitant·es de quatre villages des régions de Kharkiv, Soumy et Mykolaiv.

TOUT LE MONDE VIT UNE SITUATION SIMILAIRE

La plupart des Ukrainien·nes savent par expérience que les coupures de courant prolongées entraînent une détérioration des conditions de vie, notamment des problèmes d'eau, de chauffage et de communication. Dans

le cas des régions de la ligne de front, qui sont soumises à des bombardements réguliers, il est également difficile de se déplacer et d'acheminer des médicaments et de la nourriture. Néanmoins, de nombreuses personnes choisissent de vivre près de la ligne de front, même dans ces conditions extrêmes – malgré le danger, elles préfèrent rester chez elles. Viktoriia Kolodochka, chef (starosta²) du district Tokarivsky de la collectivité territoriale de Derhatchi dans l'oblast de Kharkiv, a expliqué à Commons que quatre villages de son district sont privés d'électricité depuis deux ans : Kochubeivka, Shopyne, Tokarivka et Hoptivka. Avant la guerre, un millier de personnes vivaient dans ces villages. Aujourd'hui, ils sont 69, dont 50 à Hoptivka.

Au fil du temps, les gens se sont adaptés à l'absence d'électricité. Les réfrigérateurs ne fonctionnant pas, la nourriture doit être préparée pour un seul repas. Les denrées périssables (beurre, soupes) sont conservées dans des bassines d'eau, qui sont changées fréquemment, ce qui permet de conserver les aliments jusqu'à deux jours. Les vêtements sont lavés à la main. Pour ce faire, ils chauffent l'eau

avec un feu, mais le plus souvent ils utilisent du gaz en bouteille car il y a un problème de bois de chauffe dans la région. Il n'y a pas de moyens de communication dans les villages. Un système satellitaire Starlink, offert à titre gracieux, est mis en marche deux fois par semaine pour permettre aux habitant·es de communiquer avec leur famille.

Grâce à la participation active du starosta², de l'administration locale autonome et de bénévoles, les habitant·es de la région résolvent le problème du manque d'électricité à l'aide de générateurs. Nombre d'entre eux disposent également de batteries. Mais le problème le plus aigu reste le chauffage. L'État fournit gratuitement du bois de chauffage aux habitant·es des zones de la ligne de front, mais il y a des problèmes de livraison. Selon Viktoriia Kolodochka, le bois de chauffage doit être transporté jusqu'au village par des voitures avec remorque, car les camions sont visés par des tirs. Cependant, il n'est pas possible de transporter beaucoup de bois en voiture, alors pour avoir le temps de le distribuer, il faut commencer à le stocker à la fin de l'été.

Il convient de noter que les conditions de vie extrêmement difficiles n'ont pas divisé les habitant-es du village de la ligne de front. Selon Viktoriia Kolodochka, les habitant-es aident les personnes seules et les personnes handicapées : ils apportent de l'eau, nettoient la maison et recouvrent les fenêtres d'un film plastique. Les hommes des villages voisins aident à la livraison du bois de chauffage, qu'ils apportent gratuitement à Hoptivka dans leurs propres voitures.

« Chacun d'entre eux a vécu une situation similaire, alors ils essaient d'aider. Je voudrais ajouter que les starostas sont aussi devenus beaucoup plus amicaux. Nous pouvons même dire que nous avons développé une relation familiale. Nous restons toujours en contact les uns avec les autres, nous nous entraînons autant que possible et nous partageons nos expériences », déclare Viktoriia Kolodochka. Aujourd'hui, cette femme, qui vit dans la ville voisine de Dubivka, doit travailler comme assistante sociale, infirmière et psychologue en plus d'être starosta. En outre, elle doit rendre visite à chaque habitant-e des villages privés d'électricité, car l'absence de communication ne lui permet pas d'atteindre les gens autrement.

NOUS AVONS CRÉÉ UNE « ROUTE DE LA VIE »

Un autre exemple est le village de Ryzhivka dans la communauté Bilopiliska de l'oblast de Soumy, qui est situé près du village russe de Tyotkino dans l'oblast de Koursk et qui est régulièrement bombardé. Pour la première fois, le village a été privé d'électricité à l'automne 2022 : un obus a endommagé une ligne électrique à 500 mètres de la frontière. Mais grâce à l'initiative d'un habitant, le chef forestier du district, Sergei Anikin, l'électricité a pu être rétablie. L'homme a réussi à convaincre une équipe d'électriciens qui a accepté de se rendre sur les lieux de l'accident mais avec le véhicule d'Anikin, les véhicules non locaux étant sous le feu de tirs. Les dégâts sont réparés, mais quelques mois plus tard, la ligne électrique est à nouveau bombardée. Cette fois, les électriciens ont refusé catégoriquement de repartir pour des raisons de sécurité. Les villageois-es n'ont pas été en mesure de réparer la ligne par eux-mêmes, même s'ils avaient une certaine expérience

et les outils nécessaires fournis par les électriciens.

Depuis le printemps dernier, Ryzhivka est privé d'électricité. Les habitant-es ont élu Sergei Anikin à la tête du village parce qu'il s'occupait activement de l'approvisionnement en nourriture et de l'aide humanitaire. Anikin affirme que son travail de starosta a eu un impact majeur sur sa santé et a failli lui coûter la vie. L'homme a essuyé des tirs à plusieurs reprises. Une fois, il s'est même empêtré dans un fil-piège, mais heureusement, la mine n'a pas explosé, et Sergei et la femme qui marchait derrière lui ont survécu. À plusieurs reprises, le starosta a déminé manuellement des tronçons de route.

habitant-es ont souvent coopéré avec leurs voisins et acheté un générateur pour plusieurs familles. Il est devenu courant de s'appeler les uns les autres et de s'inviter à recharger téléphones et batteries. Le principe des habitant-es est que si j'aide aujourd'hui, ils pourront m'aider demain. En raison des routes détruites et minées et des bombardements constants, le village est pratiquement isolé. Les services gouvernementaux et les bénévoles ne peuvent pas s'y rendre. Un jour, les habitant-es se sont rendu compte que l'eau avait emporté les routes qu'ils pouvaient emprunter pour quitter le village. La seule solution était de construire un pont sur le ruisseau.



Manifestation en solidarité avec l'Ukraine pour le deuxième anniversaire de l'invasion russe. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

Il dit avoir eu peur au début, mais s'y être habitué par la suite. Selon Anikin, les habitant-es de Ryzhivka se sont rapidement habitués à l'absence totale d'électricité et ont déployé tous leurs efforts pour s'adapter.

« Il a été difficile de vivre sans électricité pendant les trois premiers jours. Ensuite, on commence à s'adapter. Nous avons mis en place un "point" pour les gens, où nous avons installé un générateur, et les habitant-es pouvaient venir recharger leurs téléphones portables le matin et l'après-midi. Nous avons également utilisé le générateur pour fournir de l'eau, car notre village dispose d'un système centralisé d'approvisionnement en eau », a-t-il déclaré.

Selon le starosta, les bénévoles et les autorités locales ont partiellement aidé la population en lui fournissant des générateurs domestiques. Les

Mais c'était dangereux, car il y avait toujours un risque de bombardement.

« À cette époque, il ne restait plus que dix hommes valides. J'ai proposé de construire un pont et j'ai été soutenu, personne n'a eu besoin d'être persuadé. Chacun a compris qu'il construisait pour lui-même. À ce moment-là, j'ai compris que depuis longtemps j'avais du soutien, que les gars m'aideraient toujours », explique Sergei Anikin.

Les gens ont travaillé pendant deux semaines pendant deux heures, car après les tirs de mortier commençaient. Cependant, le pont a été construit et, heureusement, les gens n'ont pas été blessés. Le village a connu un jour sombre en mars de cette année,

lorsque près de 70 % de la localité a été détruite à la suite d'un puissant bombardement qui a duré cinq jours. Aujourd'hui, seules six personnes vivent à Ryzhivka, les autres ayant quitté les lieux.

RESPONSABILITÉ À L'ÉGARD DES AUTRES

Un autre village de la communauté de Bilopilska, Obody, est privé d'électricité depuis plus d'un an et ne compte plus que 65 habitant-es sur 600. La ligne électrique endommagée qui alimente le village est située à quelques centaines de mètres de la frontière et doit être remplacée sur quatre kilomètres. Les autorités locales avaient prévu de poser un câble souterrain depuis le village voisin de Katerynivka, mais

se sont approvisionnés en générateurs. Selon la cheffe du village, Olena Minakova, il était prévu de doter plusieurs foyers d'un générateur puissant, mais en raison de la distance qui les sépare, ils ont abandonné cette idée. Par conséquent, les autorités communautaires et les bénévoles ont aidé les villageois-es à se procurer certains générateurs, tandis que les autres ont été achetés par les habitant-es à leurs propres frais : certains ont économisé sur leur pension, d'autres ont été aidés par leurs enfants. Ceux qui le souhaitent peuvent recharger leurs téléphones au bureau du starosta. Il n'y a actuellement aucune communication dans le village, car l'antenne relais située dans le village voisin a été endommagée par les tirs d'obus. Pour rejoindre leurs proches, les habitant-es d'Obody doivent parcourir cinq kilomètres le long d'une

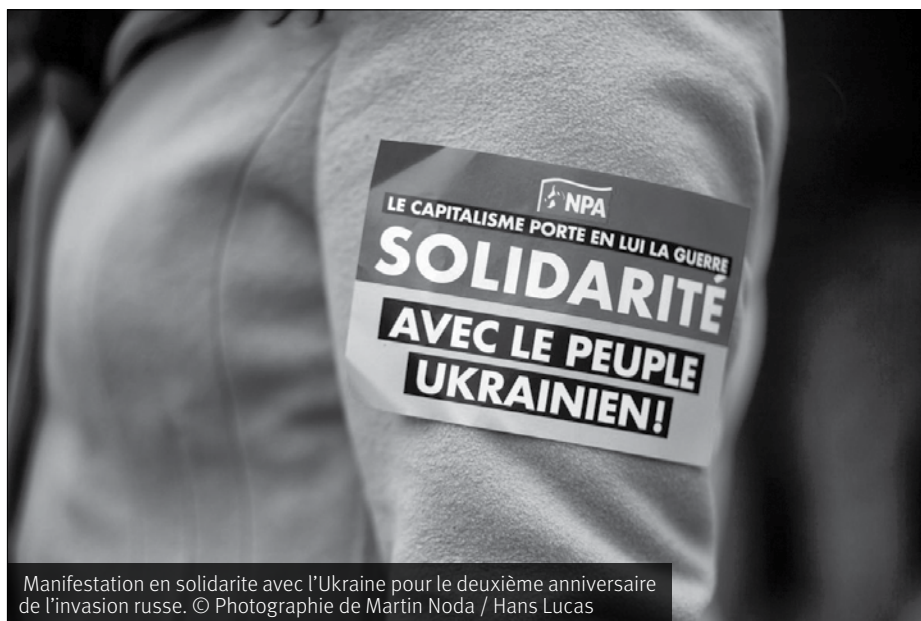
qu'elle se sentait responsable. Le travail d'Olena est difficile. Elle doit s'occuper de nombreuses questions importantes, au péril de sa vie. Une ou deux fois par semaine, Olena et son mari doivent quitter le village pour apporter aux gens tout ce dont ils ont besoin. Dans le même temps, des avions, des hélicoptères et des drones survolent souvent le village, et il y a régulièrement des bombardements.

« Il y a des mines le long des routes et dans les champs, et les routes elles-mêmes sont dans un tel état que nous devons rouler à faible vitesse. Ce n'est pas effrayant, mais on se signe et on part », explique Olena Minakova.

Le couple dispose d'une voiture de fonction, une Lada. Cependant, le véhicule consomme beaucoup de carburant, indispensable au fonctionnement des générateurs du village, et la municipalité ne peut pas en fournir davantage. Olena et son mari utilisent donc principalement leur voiture, qu'ils doivent souvent ravitailler en essence à leurs frais.

Malgré les conditions difficiles, Olena Minakova nous assure qu'elle ne remarque aucune dépression parmi les villageois-es. Les gens s'efforcent de maintenir le village en bon état, en gardant les routes propres et en fauchant les mauvaises herbes sur le bord des routes. Ils s'efforcent d'avoir une apparence soignée et de s'habiller correctement. Selon la starosta, cela soulage psychologiquement les gens. En outre, la communauté villageoise s'efforce de résoudre tous les problèmes ensemble.

« Je constate que les gens sont devenus plus amicaux. Cela se manifeste par de petites choses. Les voisins informent toujours les autres de la disponibilité de l'aide humanitaire. Si une personne vient au bureau de la starosta, elle apporte les appareils électroniques que les gens lui ont donné pour les charger. Au printemps, ils s'aident mutuellement à planter dans les jardins. Pour cela, ils utilisent tout ce qu'ils ont : un tracteur, une charrue, un cheval. Ils s'intéressent constamment à la vie des autres. Si quelqu'un ne sort pas, ils s'inquiètent pour lui et lui rendent visite », explique Olena Minakova. Elle note que, malgré les difficultés, les villageois-es continuent de croire que les temps difficiles prendront bientôt fin.



Manifestation en solidarité avec l'Ukraine pour le deuxième anniversaire de l'invasion russe. © Photographie de Martin Noda / Hans Lucas

des problèmes d'autorisation n'ont pas permis de le poser.

L'approvisionnement en eau est aujourd'hui le problème le plus important du village. En raison de la chaleur torride du mois de juillet, l'eau des étangs et des puits s'est presque tarie. Toutefois, grâce au système centralisé d'approvisionnement en eau du village et aux puissants générateurs, les habitant-es et les animaux ne souffrent pas de la soif, même si l'eau est fournie toutes les heures et que les habitant-es doivent faire des réserves au cas où. De nombreux villageois-es

route bombardée, souvent menacée par des drones FPV.

L'aide humanitaire, les médicaments, le carburant et la nourriture sont principalement livrés au village par Olena Minakova et son mari, qui est chauffeur et effectue également de nombreuses autres tâches. Avant la guerre, elle était chargée des questions sociales, mais après le licenciement du précédent chef de village pour des raisons de santé, elle a accepté la proposition de devenir starosta. Elle aurait pu partir depuis longtemps, mais elle a décidé de rester avec ses concitoyens parce

SE CRÉER SES PROPRES RESSOURCES

L'expérience des habitant-es du village de Zelenyi Hai, dans la communauté de Shevchenkivska, dans la région de Mykolaïv, est intéressante : après neuf mois de privation d'électricité et de bombardements, les habitant-es ont créé un fonds d'entraide qui leur permet de répondre rapidement aux problèmes sociaux locaux. Zelenyi Hai a été privée d'électricité en mars 2022. L'une des attaques contre l'école a tué plusieurs personnes, dont l'ancien du village. Ensuite, le chef de la communauté de Shevchenkivska, Oleh Pylypenko, a été fait prisonnier. Le village s'est donc retrouvé pratiquement sans gouvernance. Oksana Hnedko, une habitante de Zelenyi Hai qui était chargée à l'époque des questions sociales dans le village, a déclaré qu'elle a commencé à aider activement les habitant-es à résoudre les difficultés liées à la fourniture de l'aide humanitaire. En même temps, elle s'occupait constamment de son mari à l'hôpital – il était directeur d'école et était l'un de ceux qui avaient souffert du bombardement de l'école. Cependant, les médecins n'ont pas pu sauver la vie de son mari.

« Les organisations humanitaires étaient prêtes à nous fournir de l'aide, mais elles nous ont demandé de l'apporter nous-mêmes au village en raison de l'intensité des bombardements. L'un de nos agriculteurs locaux a donc pris en charge l'acheminement de l'aide humanitaire

jusqu'au village. Il a également branché ses propres générateurs au château d'eau, qu'il a ravitaillé lui-même. C'est ainsi que les habitant-es de Zelenyi Hai ont eu de l'eau malgré l'absence d'électricité », a déclaré Oksana Gnedko, qui est aujourd'hui la starosta du village.

Les hostilités autour du village ont pris fin en novembre 2022. À cette époque, de nombreuses organisations caritatives sont venues au village et ont non seulement aidé à la reconstruction, mais ont également installé de puissants panneaux solaires pour alimenter l'approvisionnement en eau. Les villageois-es ont décidé de créer un fonds d'entraide afin de pouvoir utiliser leurs propres ressources pour résoudre rapidement divers problèmes dans le village. Par exemple, en termes d'aménagement paysager, de soutien, etc.

« Nous comprenons que certains villages ont besoin de plus d'argent que nous pour leur reconstruction. Nous avons donc décidé d'utiliser nos propres ressources pour les soutenir. Nous avons tenu une réunion au cours de laquelle nous avons élu un trésorier qui présente des rapports sur nos finances. Nous finançons notre fonds par des contributions – 50 UAH (enviro 1 euro) par mois par chaque personne – c'est la décision qu'ont prise les gens eux-mêmes. Cela semble être une petite somme d'argent, mais au bout d'un certain temps, elle s'avère être un montant considérable. Nous décidons également de toutes les questions liées aux dépenses lors de l'assemblée générale.

Nous en discutons dans un groupe fermé sur Viber », explique Oksana Gnedko.

Les villageois-es ont déjà utilisé le fonds pour améliorer le cimetière et carreler l'allée, ce dont ils sont très fiers. La starosta note l'intérêt des villageois-es à résoudre les problèmes ensemble. « Pour moi, le village est unique parce que les gens étaient déjà unis avant, mais pendant la guerre, ils sont devenus encore plus amicaux », conclut-elle.

L'expérience des habitant-es des communautés de première ligne avec lesquels nous nous sommes entretenus montre que, bien qu'il soit extrêmement difficile de vivre sans électricité, dans les situations extrêmes où l'aide de l'État est limitée, les gens sont obligés de s'organiser eux-mêmes. Dans cette interaction, la richesse et le profit personnel cèdent généralement le pas aux objectifs collectifs, de sorte que les gens unissent leurs forces, aident activement ceux qui ne peuvent pas s'occuper d'eux-mêmes et s'attaquent de manière désintéressée aux problèmes sociaux. Plus les membres de la société sont impliqués dans ce processus de construction de liens horizontaux de solidarité, plus les citoyens seront en mesure de relever les défis d'une époque où il est vain de s'en remettre aux autorités. □

Le 20 août 2024

1) Publié par Commons. Traduction Patrick Le Tréhondat.

2) Poste administratif pour représenter les intérêts de toutes les habitant-es. NDT



Gouvernement de rupture, la question reste posée

PAR LAURENT RIPART

Les manœuvres de Macron, à l'issue de son nouvel échec aux élections européennes, avec une dissolution de l'Assemblée nationale ouvrant la voie à l'arrivée du RN au gouvernement, ont amené en quelques semaines un enchaînement de réactions dans le mouvement ouvrier et démocratique, reposant subitement à la fois la question d'un front antifasciste face au danger du RN et dans un même mouvement la question d'une perspective d'un gouvernement de rupture et la mise en œuvre rapide d'un « programme de ruptures sociales et écologiques ».

Un an après une formidable mobilisation contre la réforme des retraites qui s'était doublée de l'absence totale de perspectives politiques communes des partis de gauche, durant ces dernières semaines a été mise en avant la question d'une alternative politique et sociale avec la possibilité d'un gouvernement de gauche au service des classes populaires, rompant avec les décennies d'attaques capitalistes néolibérales. Cela a représenté soudainement un changement total dans le paysage politique. Une nouvelle fois, a été avancée, en France cette fois-ci, la perspective d'un « gouvernement de rupture », après les expériences des gouvernements Chavez et Correa, au Venezuela et en Équateur, dans les années 1990 et 2000, et de Tsipras, en Grèce en 2015.

Tous ces contextes et ces cas ont de nombreuses différences, mais ils se rattachent néanmoins à des situations d'affrontement politique avec les politiques capitalistes libérales, et la mise en œuvre de politiques de front unique, incluant, à des degrés très divers, une mobilisation sociale. Dans tous les cas, la première caractéristique de ces gouvernements de gauche (ou cette hypothèse de gouvernement pour parler de celui du Nouveau Front populaire - NFP) est de rompre avec les politiques libérales à l'œuvre depuis 40 ans et un engagement à répondre aux exigences des classes populaires.

Il peut être utile de confronter les expériences historiques et les débats du mouvement ouvrier au siècle dernier à l'expérience française actuelle, en rappelant les bilans tirés par les marxistes révolutionnaires. C'est, en gros, tous les débats autour du mot d'ordre et des tentatives de mise en place de « gouvernements ouvriers », dans le cadre des politiques de front unique, mises en œuvre notamment au début des années 1920, au cours de la « révolution allemande ».

RETOUR HISTORIQUE SUR LE FRONT UNIQUE

Ces questions sont apparues lorsque les révolutionnaires ont compris que, à la suite de la révolution d'Octobre 1917, une victoire rapide dans d'autres pays européens, en Allemagne notamment, ne se produirait pas et qu'il fallait donc adopter une tactique adaptée. Ces leçons furent tirées justement de la situation en Allemagne, et notamment, en mars 1920, de la riposte des syndicats au putsch de Kapp¹. Cette tentative de coup d'État d'extrême droite monarchiste, sur le point de réussir face à la totale démission du gouvernement social-démocrate Ebert/Noske, fut bloquée par la grève générale, lancée par Legien, lui-même vieux dirigeant réformiste social-démocrate de la Confédération syndicale, avec les syndicats et tous les partis ouvriers. La grève générale, unissant au coude à coude les forces militantes du KPD,

de l'USPD et même du SPD² réussit alors à faire échouer le putsch et mettre Kapp en fuite. Alors, face à la faillite du gouvernement social-démocrate, Legien, le vieux dirigeant de la Confédération syndicale, proposa à tous les partis de constituer un gouvernement ouvrier, incluant les syndicats, et bloquant les offensives des généraux monarchistes et de l'extrême droite. Ni le KPD ni l'USPD ne surent se saisir de cette proposition. Pourtant, cette proposition et la mise sur pied de ce gouvernement aurait créé une situation politique nouvelle redonnant l'initiative politique à la classe ouvrière, et à sa mobilisation indépendante.

Mais l'Internationale Communiste se saisit de cette expérience pour la compréhension de la nouvelle phase historique dans laquelle elle se trouvait avec la nécessité de mettre en œuvre une politique visant, notamment dans les pays ayant déjà une tradition d'organisation syndicale et politique avec des « vieux » partis ouvriers réformistes, à avancer des corps de revendications partant de la situation concrète vécue par la classe ouvrière pour engager la lutte pour le pouvoir. C'est à partir de cette réflexion qu'au Comité international de 1921, puis au IV^e Congrès de l'IC en novembre 1922, fut adoptée la Résolution sur la tactique et son chapitre XI sur le gouvernement ouvrier, gouvernement ouvrier comme « conséquence inévitable de toute la tactique

de front unique », détaillé également dans les Thèses sur l'unité du Front prolétarien³.

La résolution se fixe d'abord comme objectif la mise sur pied de gouvernements ouvriers, avec comme objectif immédiat « armer le prolétariat... le contrôle de la production », un gouvernement naissant « dans la lutte des masses mêmes » s'appuyant sur « des organes ouvriers ».

La résolution évoque aussi la possibilité de gouvernements issus d'une combinaison parlementaire, avec des partis ouvriers non communistes. Mais les communistes avaient déjà l'expérience de gouvernements sociaux-démocrates, menant une politique capitaliste, avec ou sans des partis bourgeois. À la fin des années 1920, la direction stalinienne aura fait abandonner à l'IC la politique de Front unique, maintenue par Trotski et l'Opposition de gauche, aboutissant dans le Programme de transition de 1938. Gramsci dans ses *Cahiers de prison*⁴, reprendra la méthode et l'analyse du front unique au début des années 30, dans les cahiers n°3 à n°7 sur la guerre de position et de mouvement ou de front.

Il détaillera notamment son analyse de l'État dans les pays classés par lui « en Occident », expliquant comment se structure la dialectique de l'hégémonie et de la coercition. L'État est à la fois instrument de la violence de classe et organisateur du consentement des masses. En Occident, pour Gramsci, le pouvoir n'est pas uniquement concentré dans l'État, au sens de société politique dans ses institutions, mais aussi au sein même de la « société civile », ce que Gramsci appellera l'État intégral, « l'État était seulement une tranche avancée derrière laquelle se trouvait une chaîne solide de fortifications et de casemates ». Au-delà du langage militaire, cela traduit la réalité d'une société structurée par le capitalisme et la nécessité de créer un rapport de force appuyé par un niveau de conscience et d'unité des exploités et surtout la conscience que le pouvoir n'est pas inéluctablement entre les mains de la bourgeoisie capitaliste. En ce sens d'ailleurs, l'intérêt du mot d'ordre et de la perspective concrète de gouvernement ouvrier ou de « gouvernement de rupture » est justement d'affirmer que les exploités et les opprimés sont candidat·es au pouvoir, Dès

lors, la guerre de position doit pour lui œuvrer à la remise en cause de l'hégémonie, En période de crise, l'hégémonie de l'idéologie dominante entre en crise, « l'ancien meurt et le nouveau ne peut pas naître », « la classe dominante a perdu le consentement », mais le scepticisme généralisé envers toutes les théories peut laisser la place à de nouvelles perspectives de projet social.

POUR COMPRENDRE LE MONDE ACTUEL

Ces derniers mois, en filigrane ce sont bien toutes ces questions qui se sont posées. Les représentants politiques de la classe capitaliste, Macron et ses ministres, tout comme les LR, n'ont plus de crédit politique et dès lors, comme dans d'autres pays européens, la tendance est à s'appuyer sur l'extrême droite qui ne remet pas en cause les politiques libérales capitalistes, et structure, au sein des classes populaires, une fausse conscience de déclassement, de spoliation et de menaces par les classes populaires racisées. Cette orientation des classes dominantes impose évidemment de laminer, discréditer, émietter en permanence tous les éléments qui pourraient permettre l'unité des exploités et des opprimés et la perspective d'une solution politique anticapitaliste remettant en cause les attaques imposées sur les services publics, les retraites, le partage des richesses en général, mettant aussi en avant la justice climatique et les luttes contre les discriminations. Il en a été ainsi

en France depuis 2017 notamment pour décrédibiliser, criminaliser LFI et la NUPES qui osait affirmer une alternative politique rompant avec les choix faits dans l'intérêt de la classe capitaliste. Des efforts considérables sont mis au service de cette bataille avec notamment l'importance d'un volet idéologique par l'action de réseaux de médias aux mains des principaux capitalistes. Les investissements dans les médias de Bolloré, Arnault, Niels, Bouygues, Dassault, Drahi, Saadé, et quelques autres qui détiennent un quasi-monopole sur les médias, font partie d'une bataille de classe, permettant d'orchestrer des campagnes incessantes et de dresser un tableau de la société correspondant à leur vision réactionnaire. Dès lors la crédibilité d'un projet de société et de choix alternatifs est entre les mains des militant·es et des partis qui agissent au quotidien pour s'attaquer à ces « casemates ».

Tous ces éléments éclairent l'utilité d'une politique de front unique et d'avancer la perspective d'un gouvernement de rupture ou au service des exploités et des opprimés, mais en comprenant aussi que cette politique impose évidemment de se centrer sur les préoccupations fondamentales, les besoins essentiels des classes populaires, en cherchant à unifier autour d'eux toutes ses composantes. En ce sens, une occasion a été manquée lors du mouvement contre la réforme des retraites : alors que se construisait dans le pays le plus puissant



Questions au gouvernement à l'assemblée nationale, Paris 9 avril 2024.

© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas



mouvement de lutte depuis trente ans, et alors qu'un an auparavant la gauche s'était unifiée dans la NUPES, l'occasion fut clairement manquée de construire un front politique et social autour des mesures d'urgence. C'est ce front qui fut construit à contrecourant des divisions des mois précédents, en catastrophe en juin dernier devant la menace du RN.

POUR UN GOUVERNEMENT DE RUPTURE

En revanche, les mesures mises en avant dans le programme du NFP sur « *les 15 premiers jours de rupture* » allaient dans le bon sens et, sans être évidemment une remise en cause frontale du capitalisme, représentaient une réelle remise en cause des choix libéraux de Macron, des LR et du RN. Mais l'intérêt de ce programme est évidemment qu'il se situait dans le prolongement des exigences des luttes sociales et des organisations du mouvement social de ces dernières années. En cela sa tonalité est évidemment contradictoire avec les orientations habituelles de la social-démocratie, en France ou ailleurs en Europe. Tonalité ne veut évidemment pas dire réalisation et capacité à le mettre en œuvre, mais

dans tous les cas indique la perspective d'un tel front et d'un tel gouvernement, soudés autour des exigences sociales fondamentales.

Les dirigeants d'Ensemble, des LR et du RN, tout comme le MEDEF se sont rapidement insurgés à l'idée même qu'un gouvernement du NFP puisse se mettre sur pied autour de son programme, car très vite derrière la question des ministres LFI, « *complices du Hamas* », ce qui est devenu visible c'est le refus de toute remise en cause des politiques libérales, d'autant plus lorsqu'elle visait à des mesures sociales profitant aux classes populaires. Cela montre bien que la moindre mise en œuvre d'un réel train de mesures politiques antilibérales, même pas anticapitalistes, se heurterait immédiatement à un blocage violent institutionnel et extra-institutionnel. Cela éclaire un autre volet de la campagne pour un gouvernement ouvrier qui était déjà traité par nos anciens : il ne peut y avoir de mise en œuvre institutionnelle, parlementaire d'un programme de rupture sans mobilisation sociale, sans que les classes populaires s'organisent elles-mêmes pour la mise en œuvre des exigences sociales. Le rapport de force doit se construire dans la société elle-même sans avoir la moindre illusion pour éviter les chausse-trappes mises en œuvre au niveau institutionnel. Il s'agit là d'un réflexe de classe. Chacun

a bien compris que si le RN avait obtenu un groupe parlementaire équivalent à celui constitué par le NFP, Macron aurait accepté sans rechigner qu'une majorité relative RN constitue un gouvernement, sachant que comme en Italie, l'extrême droite peut se mouler rapidement dans les exigences capitalistes tout en menant une politique de mise en pièces des droits sociaux et démocratiques. À l'inverse, tout gouvernement mettant en œuvre une politique au service des classes populaires aurait face à lui toutes les armes dont disposent les forces capitalistes et réactionnaires. Les velléités de Tsipras de ne pas se soumettre aux plans de la Troïka en ont très vite fait les frais en 2015. Cela impose dès lors des capacités de mobilisation sociale, mais aussi des mesures anticapitalistes de défense concernant les échanges extérieurs, les banques, notamment. Il est donc important d'avoir conscience de la nature de classe de l'État et de comprendre, comme les derniers mois l'ont montré, que le respect de la légalité institutionnelle ne fonctionne que tant que les intérêts de classe ne sont pas en jeu. Dans tous les cas, le blocage mis à la mise en place d'un gouvernement NFP devrait ne pas remettre en cause la convergence syndicale et politique construite ces derniers mois et amener rapidement à un front de mobilisation social et politique autour du pro-

gramme annoncé pendant les législatives en organisant ce front dans une unité nationale et locale. □



Manifestation pour les 150 ans de la semaine sanglante contre la Commune de Paris, 29 mai 2021. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

1) Voir Pierre Broué, *La Révolution allemande*, Éditions de Minuit, p.338 et suivantes.

2) SPD : Parti social-démocrate d'Allemagne, principal parti des gouvernements à partir de 1919.

USPD : Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne, fondé en 1917 sur le refus du vote des crédits militaires. Fondé au départ par Liebknecht, Luxemburg, Kautsky et Hilferding.

KPD : Parti communiste d'Allemagne, scission de l'USPD, en décembre 1918.

3) Les Quatre premiers congrès de l'IC, *Librairie du Travail*, p.155 et suivantes.

4) Antonio Gramsci, *Guerre de mouvement et guerre de position*, *La Fabrique*, p.38 à 44.

Dix mesures de rupture pour un autre monde

PAR ANTOINE LARRACHE ET FABIENNE DOLET

Le Nouveau Front populaire a mis en avant des mesures d'urgence. Ce programme minimum, nous le soutenons. Mais il reste limité. Il le restera d'autant plus qu'il ne peut s'appliquer sans un grand mouvement social et l'auto-organisation de ceux qui produisent les richesses, les travailleurs·ses.

Parmi les mesures avancées par le NFP, il y a l'augmentation du Smic de 1 400 à 1 600 euros net, l'abrogation des décrets d'application de la réforme des retraites de 2023 (mais pas de la loi...) et « *l'objectif commun du droit à la retraite à 60 ans* ». Il indique la nécessité d'indexer les salaires sur l'inflation mais renvoie leur augmentation à une « *grande conférence sociale sur les salaires, l'emploi et l'inflation* », entre organisations des salarié·es et du patronat.

On trouve la fin de Parcoursup, la fin du service national universel (SNU)... mais on n'aborde ni l'augmentation des bourses et du nombre de boursiers, ni une allocation d'autonomie pour la jeunesse.

La neutralité carbone est visée pour 2050, les rénovations énergétiques sont encouragées mais le nucléaire est maintenu et on ne trouve aucune mesure contre les grandes entreprises de l'énergie, y compris les énergies fossiles... Des mesures d'accueil facilitées pour les migrant·es sont avancées, ainsi que le retour au droit du sol, mais on ne trouve ni mesure de régularisations massives des sans-papiers ni mesure pour l'égalité (ni au travail ni devant les urnes...).

On trouve enfin la convocation d'une assemblée constituante pour rompre avec la 5^e République.

UN PROGRAMME UNIFIANT POUR LA CLASSE

Ce programme est un outil pour défendre les droits des classes populaires remis en cause depuis 15 ans, et de façon accélérée et violente, face à Macron et à l'extrême droite... mais il

n'apporte pas vraiment de solution à la crise du capitalisme et à ses conséquences désastreuses.

On voit mal comment sortir de la crise écologique sans réquisitionner les entreprises de l'énergie – car le fonctionnement marchand pousse nécessairement à réduire les coûts, donc polluer, et augmenter les tarifs – et sans un plan radical de développement des transports collectifs. Il semble difficile de résoudre la crise sociale sans augmenter les salaires de 300 ou 400 euros, sans garantir un revenu minimum (pas seulement les salaires) autour de 1 800 voire 2 000 euros net. Pour ne prendre que quelques exemples. Le niveau d'affrontement avec le capital indiqué par le programme du NFP est trop faible pour résoudre les inégalités majeures qui se creusent, la crise écologique, sociale et démocratique.

Cependant, ce programme peut donner confiance à l'ensemble des classes populaires pour un affrontement avec le capital, avec toutes les conséquences positives que cela comporte : cela mettrait un coup d'arrêt aux attaques de la bourgeoisie, cela homogénéiserait le prolétariat en défense de ses intérêts face à l'extrême droite.

En cela, ce programme est utile, malgré les énormités sur la « *police de proximité* », l'ambiguïté sur la recherche de « *la paix* » en Kanaky ou l'action pour « *la libération des otages détenus depuis les massacres terroristes du Hamas* », qui vient avant la libération des « *prisonniers politiques palestiniens* », reprenant ces terminologies et cet ordre de priorités...

UN PROGRAMME DOIT ÊTRE COMBINÉ À DES OBJECTIFS DE MOBILISATION

La grande faiblesse du programme du NFP est l'absence totale de travail à la mobilisation des classes populaires pour mettre en œuvre ce programme. Avec deux grandes illusions.

La première est qu'il serait possible d'appliquer ce programme, même minimal, sans affrontement avec les classes dominantes, et donc sans rapport de forces. On a vu avec les « *Manifs pour tous* » contre le mariage pour tous que, quand leurs positions sont menacées, les réactionnaires et les classes possédantes sont capables de se mobiliser, sans parler du Chili de 1973 ou des capacités de l'Union européenne, du FMI et des marchés de sanctionner la France si elle mettait en place le programme du NFP. Toute une série de transformations sociales ne passent pas par la seule voie législative ou juridique mais nécessitent une action par en bas, comme la lutte contre le racisme, le sexisme et les autres discriminations, qui sont profondément ancrées dans le système.

La seconde illusion tient au fait que le NFP n'a pas la majorité à l'Assemblée, ni dans la société, et que la mise en œuvre de ses mesures nécessite donc la construction de rapports de forces sociaux qui permettent de changer les rapports de forces politiques et d'imposer ces mesures à la classe dominante et aux couches réactionnaires. Mais ce n'est pas l'objet de cet article.

Les mesures de rupture avec le capitalisme que nous portons sont à la fois accessibles immédiatement mais





posent le problème du rapport à la propriété privée – par des incursions dans les affaires de la bourgeoisie, au bénéfice de l'autogestion par les masses – et du rapport à l'État, au bénéfice d'une participation des masses qui remette en cause ce corps séparé de la société. La question du contrôle par en bas de toutes les dimensions de la société est une question décisive.

L'ANNULATION DE LA DETTE PUBLIQUE, LA SAISIE DES BANQUES PRIVÉES

Une série de mesures nécessitent des investissements conséquents. Ceux-ci ne sont possibles qu'en empruntant, ce qui nécessite d'annuler la dette publique pour tous les pays qui le demandent, dont les banques se gavent depuis des décennies, et de réquisitionner les banques privées, qui rackettent les pauvres et les États du Sud global en empruntant à des taux bien plus bas qu'elle ne prêtent.



Manifestation du collectif « Bassines, non merci » en 2020 dans les Deux-Sèvres © Wikipedia / CC BY-SA 4.0

Dix mesures de rupture

1. AUGMENTATION DE TOUS LES REVENUS DE 300 EUROS NET, SMIC À 2 000 EURO NETS ET LEUR INDEXATION SUR L'INFLATION.

Nous voulons que les salaires, mais aussi les retraites, les allocations permettent de vivre correctement. En temps d'inflation, il faut protéger des augmentations des prix immédiatement. Cela sans effacer la nécessité de mesures de gratuité, dont les fonctions sont multiples, par exemple des transports, des premiers mètres cubes d'eau et des premiers kWh d'électricité.

2. PARTAGE DU TEMPS DE TRAVAIL POUR SUPPRIMER LE CHÔMAGE POUR L'INTERDICTION DES LICENCIEMENTS

De plus en plus, le travail est partagé inéquitablement : certains, et surtout certaines, enchaînent les emplois précaires et les périodes de chômage, pendant que d'autres se tuent à la tâche. Nous voulons donc que le temps de

travail soit réparti, sans baisse des salaires, pour permettre à toutes de vivre correctement. Les gains de productivité le permettent. Nous voulons des emplois utiles à toute la société.

3. POUR L'ABROGATION DE LA RÉFORME DES RETRAITES DE 2023, LA RETRAITE À 60 ANS À 60 ANS ET LA DÉFENSE DE LA SÉCU

Il faut imposer le retour à la retraite à 60 ans (55 pour les métiers pénibles) après 37,5 annuités de cotisation. Nous voulons également abroger la réforme de l'assurance chômage. Les éventuels besoins de financement de la Sécurité sociale doivent être compensés par des augmentations des cotisations patronales et il faut supprimer les exonérations de cotisations des entreprises. Contrairement à ce qui est prétendu, elles ne créent pas d'emplois mais contribuent à vider les caisses de la Sécu et de l'État (qui compense auprès de la Sécu une partie des exonérations). Les grands

groupes pharmaceutiques doivent être réquisitionnés. Pour le 100 % Sécu pour la santé, les retraites et le chômage.

4. POUR LA LIBERTÉ DE CIRCULATION ET D'INSTALLATION POUR LES MIGRANT-ES

Nous récusons l'idée que la France serait aux Français-es, la planète est à nous tou-tes. Ce pays est fait par tou-tes ceux et celles qui y vivent, s'y réfugient, y travaillent, y étudient. D'ailleurs, l'argument d'un soi-disant coût économique de l'immigration ne tient pas, les échanges, coopérations et immigrations apportent bien plus qu'elles ne coûtent, toutes les études le prouvent ! Nous voulons donc la liberté de circulation et d'installation pour tou-tes les migrant-es, le droit de vote pour les étranger-es, qui paient des impôts, cotisent et donc doivent pouvoir décider de l'avenir de ce qui est aussi leur pays.

5. POUR L'ARRÊT DU COLONIALISME, NOTAMMENT LE DROIT À L'AUTODÉTERMINATION POUR LES KANAK

La France n'a pas à s'imposer dans des régions qui veulent conquérir leur autonomie démocratique et économique. Il faut donc respecter le droit à l'autodétermination des peuples colonisés, que ce soit en Kanaky, en Guyane ou ailleurs. Nous voulons donc le maintien du gel du corps électoral en Kanaky, car c'est aux autochtones de décider de l'avenir de leur pays colonisé par les Européen-es.

6. LA RUPTURE DE TOUTE RELATION AVEC ISRAËL POUR DÉFENDRE LES DROITS DU PEUPLE PALESTINIEN

L'État, les entreprises, les universités et les institutions françaises maintiennent des relations diplomatiques, économiques, culturelles avec un État qui pratique un génocide à Gaza et en Cisjordanie. Nous voulons que toutes ces relations soient prohibées immédiatement, afin d'exercer une pression maximale sur Israël. Les entreprises qui collaborent avec Israël doivent être réquisitionnées. Une aide matérielle, financière et politique à la Palestine et au peuple doit être mise en place, ainsi qu'aux réfugié-es.

7. POUR LE DÉSARMEMENT DE LA POLICE

Les violences policières et racistes se multiplient ces dernières années. La police n'a pas besoin d'être armée au quotidien, mais seulement face au grand banditisme ou au terrorisme, qui sont des opérations très particulières. La police doit être sous le contrôle de la population et, dans l'immediat, des instances indépendantes doivent remplacer l'IGPN et l'IGGN, la justice doit être faite pour les victimes des violences policières et racistes.

8. POUR UNE PLANIFICATION ÉCOLOGIQUE RADICALE

Nous voulons supprimer les productions inutiles et socialiser le secteur de l'énergie pour une réduction massive de la consommation, la sortie des énergies fossiles et l'arrêt du nucléaire. Nous voulons l'expropriation des usines les plus polluantes pour les mettre sous contrôle des salarié-es et des populations locales, et mettre en place un moratoire sur les projets écicides (infrastructures autoroutières, entrepôts logistiques...)

9. UN PLAN D'EMBAUCHE D'UN MILLION DE PERSONNES DANS LES SERVICES PUBLICS ET LA RÉQUISITION DES LOGEMENTS VIDES

Les besoins sont criants dans l'éducation, la santé, les services de proximité

qui doivent redevenir des services publics (poste et télécommunications, transports...).

Contre la marchandisation, imposons que les biens communs soient financés par toutes et tous par un impôt juste et progressif, sur les revenus et le patrimoine.

Le logement est un droit, pas une marchandise. Gel des loyers ! Plafonnement des prix ! Plan de construction massive de HLM.

Le budget de la santé dépend de la défense et du renforcement de la Sécurité sociale, de l'augmentation des cotisations qui doivent découler mécaniquement des augmentations de salaires, du recul du chômage, et de l'augmentation des cotisations patronales.

10. L'ANNULATION DE LA DETTE PUBLIQUE, LA SAISIE DES BANQUES PRIVÉES

Une série de mesures nécessitent des investissements conséquents. Ceux-ci ne sont possibles qu'en empruntant, ce qui nécessite d'annuler la dette publique pour tous les pays qui le demandent, dont les banques se gavent depuis des décennies, et de réquisitionner les banques privées, qui rackettent les pauvres et les États du Sud global en empruntant à des taux bien plus bas qu'elle ne prêtent. □

Université d'été du NPA 2024 ©Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Luca.



Après les législatives : lutter, s'organiser

PAR WILLIAM DONAURA, THOMAS RID ET ELSA COLLONGES

Deux mois après les législatives, Macron vient enfin de nommer un Premier ministre par un coup de force inédit dans la 5^e République : Michel Barnier, vieux routier réac de la politique, membre du parti Les Républicains, plus petite formation politique de l'Assemblée nationale. En bon fondé de pouvoir d'un bloc bourgeois qui se radicalise à grande vitesse, Macron sait qu'il ne doit rien lâcher.

Pour extraire davantage de plus-value à un salariat avec une productivité en baisse constante, pour maintenir le transfert de parts toujours plus fortes du PIB vers la sphère privée, Macron doit accentuer sa politique néolibérale, austéritaire et autoritaire.

La nomination de Barnier est un moment de clarification qui permet de tirer deux enseignements. Premièrement, les institutions de la 5^e République sont en train de s'effondrer : face à la possibilité d'une remise en cause même partielle des politiques néolibérales, le bloc bourgeois et ses représentants, de plus en plus illégitimes, sont prêts à s'affranchir d'une Constitution peu démocratique, qu'ils ont eux-mêmes bâtie il y a près de soixante-dix ans. Deuxièmement, le bloc central fait le choix de s'allier avec l'extrême droite pour espérer conserver le plus longtemps possible le pouvoir, quitte à ce que le Rassemblement national n'ait plus qu'à le ramasser dans quelques mois. À ce titre, Barnier et son futur gouvernement feront office de trait d'union entre le bloc central et Marine Le Pen. Dans ce cadre, il nous a semblé important de revenir sur quelques éléments sociaux et politiques de cette crise majeure du régime capitaliste français. Tout d'abord en retraçant les coordonnées d'un système mondialisé entré en stade de crises multiples (économique, environnementale, politique et démocratique) qui pèsent de tout leur poids sur le développement de la lutte des classes en France. Puis essayer de tracer des

perspectives en s'appuyant sur l'expérience du Nouveau front populaire, mais surtout en essayant de continuer à construire le rapprochement et l'articulation entre le mouvement social (syndicats, associations) et les représentations politiques de notre camp social. La lutte contre le fascisme qui vient et pour abattre le néolibéralisme autoritaire nécessite l'unité la plus forte et une politique de rupture assumée. Les anticapitalistes révolutionnaires que nous sommes doivent être au rendez-vous.

CRISE DE RÉGIME, CRISE DE SYSTÈME

La radicalisation du bloc bourgeois et la crise de régime sont inscrites dans la dynamique de la lutte de classes que la crise du capitalisme alimente. Pour mieux cerner les tendances de la période il faut distinguer différentes temporalités.

Sur le long terme, le capitalisme traverse une « longue période de dépression » liée à une crise d'accumulation qui fait suite à l'expansion des « 30 Glorieuses ». La dépression provient de la difficulté croissante à extraire de la plus-value des travailleurs-euses. Ce que les marxistes appellent plus-value, c'est la partie de la valeur d'un bien créée par les travailleurs-euses, mais qui ne leur est pas restituée sous forme de salaire (ou de cotisation ou par une baisse du temps de travail). Les capitalistes ont deux possibilités pour augmenter cette plus-value. D'abord, ils peuvent rendre le travail plus efficace grâce à la technologie. Ça permet de produire plus de valeur sans utiliser de

travail supplémentaire (« gains de valeur » ou « gains de productivité ») ; ou bien en augmentant la rémunération du travail dans des proportions moindres que les gains de valeur réalisés. Ensuite, ils peuvent augmenter le temps de travail (hebdomadaire et sur la vie) sans hausse de sa rémunération ou réduire la part de cette rémunération dans la valeur créée. La première option permet de redistribuer partiellement les « gains » : hausses de salaire, socialisation partielle des besoins sociaux à travers la cotisation sociale et baisse du temps de travail, notamment. C'est le fondement du « compromis des 30 Glorieuses ». Cependant, depuis les années 1970, une baisse tendancielle des gains de productivité contraint les capitalistes à privilégier la seconde option : blocage des salaires, remise en cause de la durée hebdomadaire du travail, réduction du champ d'intervention des syndicats, casse et marchandisation des services publics, réduction de l'indemnisation du chômage, baisse des pensions de retraites et recul de l'âge de départ sont autant de mesures qui montrent la brutalité de cette seconde manière !

À cela il faut ajouter deux facteurs d'instabilité : c'est par l'endettement privé et public que le capitalisme a pu compenser la faiblesse des revenus distribués et maintenir des niveaux de débouchés et d'investissements suffisants ; la fuite en avant extractiviste, nécessaire pour maintenir un coût faible d'usage des ressources naturelles, relie désormais intimement dérèglements environnementaux et



Manifestation contre le coup de force de Macron, 7 septembre 2024
© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

crise économique au sens où les premiers peuvent accélérer, voire approfondir de manière brutale la seconde.

POLARISATION CROISSANTE ET AFFAIBLISSEMENT DU CENTRE

Sur le court terme, ce cadre instable engendre des crises périodiques, c'est-à-dire des retournements conjoncturels et des destructions d'installations productives. La dernière crise de ce type est celle des « subprimes » de 2008-2009. Contrairement à la « *longue dépression* », ces crises ne sont pas des problèmes mais des solutions pour le capitalisme car elles éliminent les entreprises les moins rentables, permettent de baisser les salaires et/ou d'augmenter le temps de travail, et créent des conditions favorables à des investissements productifs rentables. Cette dynamique d'investissement relance alors une dynamique d'accumulation. Or la récession de 2008, n'a pas détruit assez de capital, n'a pas assez réduit les niveaux de vie pour relancer une dynamique durable d'accumulation¹ ! Il faudrait donc une crise et/ou une austérité bien plus brutales pour redonner de l'espoir aux capitalistes et des perspectives de profit au capital...

Cette analyse aide à comprendre les dynamiques politico-sociales actuelles et le niveau d'affrontement auquel nous devons nous préparer. L'augmentation nécessaire de l'exploitation empêche la bourgeoisie de

faire des concessions, entraînant une crise d'hégémonie du bloc bourgeois. Ce dernier a recourt à la force plutôt qu'au consentement et cherche à unifier autour de lui à l'aide du racisme. Cela pave la voie à des courants réactionnaires et néofascistes qui, s'ils accédaient au pouvoir, augmenteraient radicalement l'exploitation et s'en prendraient à des cibles déjà désignées : personnes racisées, LGBTI, militant-es antifascistes...

En parallèle, la nécessité accrue d'exploitation engendre des résistances et des luttes de masse dans des modalités qui peuvent sortir des cadres traditionnels comme on l'a vu avec les Gilets jaunes. Ces luttes sont marquées par l'affaiblissement de la conscience de classe mais participent de sa reconstruction. Nous observons ainsi une polarisation : renforcement des courants fascistes d'un côté, reconstruction d'une gauche qui se cherche de l'autre, et effondrement/radicalisation du centre. Cette tendance est internationale, visible dans des pays comme le Brésil avec Bolsonaro, la Hongrie avec Orbán, les États-Unis avec Trump, l'Allemagne avec l'AfD, ou encore l'Argentine avec Milei.

La nécessité d'accumulation engendre aussi une intensification des tensions inter-impérialistes et une montée du protectionnisme, rappelant les années 1930. Cette crise actuelle n'a d'ailleurs eu que deux précédents², en 1890 et

1930, nécessitant deux guerres mondiales pour relancer l'accumulation et surmonter la crise... Les marges de manœuvre économiques pour les bourgeoisies sont moins que minces et tout gouvernement envisageant un programme de rupture fera également face à des pressions énormes. Le bloc bourgeois est tellement aux abois, tant politiquement qu'économiquement, qu'il ne peut se permettre même une parenthèse d'un an de programme du NFP. Mais il envoie tous les signaux qu'une parenthèse « programme RN » serait plus acceptable. La nécessité d'une action résolue des masses n'a jamais été aussi cruciale !

REPRENDRE LA MAIN DÈS LA RENTRÉE !

À cette rentrée, la question était donc de savoir si on allait réussir à renouer avec la dynamique du Nouveau front Populaire (NFP) tout en passant un cap dans le fait de s'organiser en dehors d'une campagne électorale. L'appel à manifester dès le samedi 7 septembre était donc plus que bienvenu. Malgré les difficultés liées au timing serré et au fait que les organisations syndicales n'ont pas appelé centralement, cette mobilisation a été un réel succès.





Elle a rassemblé bien au-delà du mot d'ordre contre le déni démocratique. Jeunes, féministes, minorisé-es de genre, personnes racisé-es, militant-es écolo, de la solidarité avec la Palestine ou la Kanaky... La nomination de Barnier comme Premier ministre a motivé les plus dubitatifs à sortir finalement. Des fédérations syndicales et des syndicats ont également appelé. Et dans tous les cas de nombreux-euses militant-es syndicaux étaient présent-es dans la rue ce samedi-là. Le fait que cette mobilisation ait rassemblé relativement largement est un bon signe en termes de convergence de nos luttes et d'unité pour faire face au danger.

Cette unité d'action doit s'ancrer avec l'auto-organisation dans des comités locaux issus ou pas des comités de campagne des législatives, rassemblant tous-tes les militants-es politiques, associatifs, syndicalistes, de collectifs locaux, etc. Il y a un enjeu à homogénéiser les comités locaux pour peser à l'échelle nationale et contrecarrer les projets de Macron et de son gouvernement.

Plusieurs échéances ont ou vont jalonner l'automne : manifestation pour la défense de l'avortement le 28 septembre, contre l'A69, contre le nucléaire, en solidarité avec le peuple palestinien... Toutes ces luttes sont importantes car les revendications qu'elles portent ont des conséquences directes sur nos vies mais aussi parce qu'elles participent à augmenter notre expérience, notre niveau d'organisation par le biais de luttes spécifiques. Dans le contexte actuel de montée des idées réactionnaires, de l'avancée de l'extrême droite vers le pouvoir, les mobilisations antiracistes, pour le droit d'asile, la régularisation des sans-papiers, anti-autoritaires, contre les violences policières, sont primordiales pour les premier-es concerné-es mais aussi pour construire l'unité de notre camp social, pour lutter contre les divisions instillées par le pouvoir en place.

Nous devons mener pied à pied la bataille contre la montée du Rassemblement national et l'influence de l'extrême droite. Pour cela, nous avons besoin d'être les plus nombreux-euses possible. Le mouvement

social organisé et toutes les résistances à l'ordre établi seront la cible d'attaques directes d'un pouvoir qui sera clairement autoritaire, et dont l'un des objectifs est de laminer toutes nos capacités à contrecarrer leurs projets.

La manifestation du 1^{er} octobre qui portera notamment sur les questions budgétaires doit apparaître comme un point de rassemblement de nos revendications. Les organisations syndicales en sont à l'initiative mais les collectifs issus du NFP doivent s'y associer. Nous devons y porter les revendications sur les salaires, l'emploi, les services publics, la santé, l'éducation... Mais aussi des revendications démocratiques, contre Macron et son gouvernement, pour une constituante...

CONSTRUIRE LES LUTTES, LA CONSCIENCE DE CLASSE, UNE ALTERNATIVE POLITIQUE

Nous sommes face à un pouvoir qui n'a pratiquement plus aucune légitimité et dont le gouvernement, minoritaire à l'Assemblée nationale et surtout dans la société, s'apprête pourtant à mener une politique austéritaire d'une brutalité inégalée.

Malgré les faiblesses du mouvement ouvrier et le niveau de démoralisation qui pèse sur les mobilisations, ces dernières années nous avons assisté au développement de luttes d'envergures (Gilets jaunes, révolte des quartiers populaires, mouvement féministe, Soulèvements de la terre, mouvement des retraites, Palestine). Elles ont participé au relèvement d'une conscience de classe mais sur un mode sectoriel, partiel. Par ailleurs, ces luttes n'ont pas réussi à arracher de victoires claires face au capital. Notre camp alterne entre des phases de mobilisations importantes et des phases de démoralisation sans que se cristallise un niveau de conscience de classe suffisamment fort pour renverser les rapports de forces.

Cependant, depuis 2023 et le mouvement pour les retraites, la question de l'unification de toutes nos forces a resurgi et s'impose comme une ligne stratégique qu'il faut construire à tous les niveaux. L'expérience du Nouveau front populaire (NFP), aussi fragile soit-elle, porte en elle-même la possibilité d'un dépassement des logiques de fragmentation des dernières décennies. Le NFP peut servir

de cadre (si on le pérennise et on le renforce) à cette dynamique d'unification et d'élévation de la conscience de classe matérialisée dans un front et par un programme. Le début de convergence au sein du NFP des forces du mouvement social et des forces politiques est une avancée.

Pour la première fois depuis très longtemps, des forces du mouvement social, associations, collectifs, syndicats et forces politiques se sont engagées ensemble autour d'un programme, très réformiste, mais bâti sur une ligne de rupture avec le système néolibéral. Cela nous a permis de remobiliser une partie importante de notre camp social. Nous avons réussi à jeter dans la bataille des personnes qui avaient abandonné toute idée de lutte ou tout au moins l'idée qu'elles appartenaient au même camp et que nous pouvions le faire gagner face au RN et à Macron.

S'AFFRONTER AU GOUVERNEMENT ET AU PATRONAT, CHANGER DE SYSTÈME !

C'est à partir de cette convergence entre le politique et le social que nous devons retrouver le chemin de la reconstruction de la conscience de classe et de l'affrontement avec le capital qui lui y est intimement lié. « *Socialiser le politique, politiser le social* », c'est-à-dire que toutes les questions qui touchent à la transformation radicale de la société, en lien avec celle du pouvoir, ne peuvent rester le seul apanage des organisations politiques. Au contraire, nous avons besoin de l'irruption des forces du mouvement social dans le débat politique, de l'apport pratique et théorique des militant-es des associations et des syndicats dans la construction du rapport de force politique. Et dans le même mouvement, nous devons injecter une dimension proprement politique dans les luttes, quelles que soient les segments de la société qu'elles mobilisent. Le chemin est encore long et parsemé d'embûches, mais au moins nous avons une perspective immédiate et un horizon pour espérer sortir du capitalisme. □

1) Michael Roberts, « La persistance de la longue dépression du capitalisme mondial », Inprecor, n°722-723, juillet-août 2024.

2) Idem.

Les pressions de la société sur les organisations du mouvement ouvrier, une question déterminante

PAR SYLVAIN PYRO ET ANTOINE LARRACHE

L'histoire du mouvement ouvrier nous montre que le développement d'une couche bureaucratique est une constante dans les organisations. C'est un processus social qui se répète. Cette couche sociale se dresse sur le chemin des intérêts historiques du prolétariat. Quelles sont les racines de ce phénomène ? Touche-t-il vraiment toutes les organisations ouvrières ? Peut-on s'en prémunir ou du moins le limiter ?

Dans l'histoire, l'intégration à l'appareil d'État et la bureaucratization est un phénomène précoce qui a même précédé le réformisme. En effet, dans la Deuxième Internationale s'est développé un appareil de permanents et membres participant à l'appareil d'État alors que les conceptions révolutionnaires étaient toujours dominantes. C'est de la couche bureaucratique que sont venues les évolutions ministérielles et la conception selon laquelle il faudrait faire évoluer progressivement le système, sans révolution, dans le cadre de la démocratie bourgeoise par l'illusoire mécanisme selon lequel l'augmentation de la part de la classe ouvrière dans la population permettrait aux travailleurs de prendre le pouvoir dans le cadre de la démocratie bourgeoise. La consécration de cette dérive est la poussée du nationalisme au moment de la Première Guerre mondiale, lors de laquelle les partis ouvriers de la Deuxième Internationale ont rompu avec l'internationalisme et défendu leur propre impérialisme.

LES RACINES DE LA BUREAUCRATIE

Certains courants estiment parfois que les conceptions réformistes, nationalistes, racistes, sexistes seraient du domaine de l'idéologie : il suffirait de combattre politiquement, sur le plan des idées, ces conceptions, et ainsi

éclairer les masses. À l'inverse, certains courants se croient protégés, justement en raison de leurs conceptions programmatiques, des déformations bureaucratiques qui sont inhérentes à toutes les organisations existant au sein du capitalisme.

En effet, toutes les organisations produisent des dynamiques propres. Celles-ci sont le produit de réflexions humaines volontaires, conscientes, et de fonctionnements hérités du système dominant : concurrence entre les acteurs/trices, division entre travail manuel et travail intellectuel, pression de l'idéologie dominante, etc. Tout cadre d'organisation secrète une réduction des libertés individuelles par les règles qu'elle établit et, notamment en raison de la dialectique des conquêtes partielles, un conservatisme d'appareil, une tendance à embellir ses résultats. Ses membres ont tendance à identifier leurs intérêts à ceux de la structure dont ils et elles dépendent et qui dépend d'eux/elles également.

Les marxistes¹ situent « les origines de la bureaucratie ouvrière dans le caractère alternatif et discontinu de la lutte de la classe ouvrière sous le capitalisme. Pour Mandel, la condition nécessaire pour le développement de la conscience de classe est l'activité autonome et l'auto-organisation des travailleurs eux-mêmes ». Force est de constater que, malgré leurs efforts

plus ou moins importants pour contre-carrer ces tendances, toutes les organisations subissent cette discontinuité de la lutte et la nécessité de conserver des positions dans des moments de reculs dans le cadre du combat contre le capitalisme.

Un certain nombre d'organisations et les institutions procurent des avantages matériels, plus ou moins considérables, aux individus : revenus, défraiements (remboursement de voyages, matériel informatique, logement, notes de restaurants...). Tout est question de mesure, puisque évidemment il y a peu en commun entre rembourser le voyage d'une tâche militante et payer des logements, des voyages de loisir ou une année sabbatique à des dirigeants syndicaux ou politiques, comme cela se fait régulièrement. Les avantages ne sont pas uniquement matériels, il y a aussi une reconnaissance sociale dans le fait d'occuper des fonctions et/ou des positions de pouvoir dans une organisation ou dans l'appareil d'État. Ces dernières concourent à une perte de mesure de la réalité, réalité sociales (les préoccupations concrètes des classes populaires), politiques (les intérêts généraux du prolétariat) et





même individuelle, comme on peut le voir souvent avec des dirigeants qui profitent, consciemment ou non, de leur position pour agresser des femmes. Selon Mandel², « sur le plan psychologique et idéologique, il est évident qu'il est infiniment plus agréable, pour un socialiste ou un communiste convaincu, de lutter toute la journée pour des idées et des buts qui sont les siens plutôt que de faire, des heures durant, des gestes mécaniques dans une entreprise, en sachant qu'on va finalement contribuer à enrichir la classe ennemie. Il est incontestable que ce phénomène d'ascension sociale contient en puissance un germe important de bureaucratisation : ceux qui occupent ces postes veulent continuer à les occuper, ce qui les entraîne à défendre cet état de permanents contre ceux qui voudraient les remplacer en opérant un roulement parmi les membres de l'organisation. »

Toutes les organisations sont donc touchées par cette contradiction. En effet, si l'on ne veut pas rester un petit groupe sans appareil, sans structures démocratiques larges, il est quasiment inévitable de construire une organisation reposant sur des directions dominées par des personnes dans des positions sociales favorables (élus et attachés parlementaires, enseignants, retraités, petits-bourgeois de métiers divers, rentiers...), ou d'extraire des travailleurs-euses de la production, les sortir de l'aliénation quotidienne, pour construire et diriger. Dans ces deux situations, les tendances bureaucratiques sont inévitables.

DE TENDANCES BUREAUCRATIQUES EN BUREAUCRATIE

Les organisations réformistes et intégrées à l'appareil d'État sont touchées par ces tendances à une échelle difficilement imaginable. Les pots-de-vins sont monnaie courante, du petit cadeau de remerciement d'un-e salarié-e ou d'un-e habitant-e qui a été aidé jusqu'aux cadeaux des grands bourgeois à des ministres. Les services réciproques, extraits de rapports politiques sincères, sont généralisés, des invitations réciproques entre universitaires aux deals complets inassumables entre courants politiques, voire entre partis, en passant par les accords réciproques dans les élections (accords de soutien réciproques d'une ville à une autre dans les élections municipales, services rendus entre organisations, etc.). Une des difficultés est que tout cela est très complexe, qu'il y a une continuité entre de petits arrangements politiques et de grosses magouilles, même s'il y a des sauts qualitatifs, quand la politique et les intérêts généraux du mouvement sont supplantés par les intérêts d'appareil, le court terme, la pression des institutions et la sauvegarde d'intérêts personnels.

Dans ce système, en temps de libéralisme, Alain Supiot³ décèle la résurgence de liens féodaux, où « l'allégeance, l'inféodation par un lien personnel d'une personne ou d'une entité à une autre, a toujours resurgi dans les périodes marquées par l'affaiblissement du pouvoir central, lorsque celui-ci était le garant des institutions » et de la règle commune. Le fonctionnement en réseaux produit « trois composantes du lien d'allégeance : la

surveillance de la vassale par la suzeraine ; le soutien de la vassale par la suzeraine et enfin la responsabilité solidaire de la suzeraine pour les agissements de sa vassale ».

Des tendances qui existent dans toutes les organisations et les rapports sociaux mais qui prennent une autre mesure dans les organisations liées à l'appareil d'État.

Les excroissances bureaucratiques des organisations issues du mouvement ouvrier leur donnent une double nature, qu'il convient d'analyser de façon précise pour comprendre les phénomènes qui les gouvernent et la nature des relations que les masses ouvrières entretiennent avec elles. Le Parti socialiste, La France insoumise, le Parti communiste français et les organisations d'extrême gauche partagent avec les syndicats une histoire liée à la classe ouvrière. C'est beaucoup moins le cas pour Les Écologistes, dont l'implantation dans le prolétariat a toujours été extrêmement faible. Mais même le Parti socialiste maintient, bien que son histoire l'ait fortement éloigné de la classe ouvrière, des liens avec des organisations ouvrières de masse, en particulier les syndicats les plus droitiers comme l'UNSA ou la CFDT (première organisation syndicale de salarié-es dans le secteur privé) ou des associations très liées aux institutions dans les quartiers populaires. Les organisations à origine ouvrière prélèvent une partie conséquente de leurs militant-es et de leurs cadres dans la classe ouvrière et ses organisations (syndicats étudiants, associations anti-racistes, etc.).

Mais à ces militant-es sont mêlés d'autres membres qui, elles et eux, n'ont rien à voir socialement avec la classe ouvrière. Il en est ainsi des chercheurs, des énarques, des cadres des entreprises, des intellectuels en tout genre et de militant-es professionnel-les, qui n'ont jamais travaillé et sont passés directement du syndicat étudiant ou de l'organisation de jeunes du parti aux structures bureaucratiques du syndicat ou du parti. Ces membres sont liés pendant des décennies – voire des générations pour ce qui concerne par exemple le PCF – à des membres des institutions ou de la bourgeoisie contre lesquels ils se battent parfois, mais également avec lesquels ils ont partagé une partie des études, des lieux de socialisation et souvent



Manifestation 1er mai 2024
© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

des connivences. Les témoignages d'énarques ayant audacieusement choisi le Parti socialiste plutôt que le RPR à la fin des années soixante-dix parce qu'ils avaient compris – comme Mitterrand – qu'il pouvait obtenir une victoire électorale, sont légions. Ces militant-es forment donc une couche petite-bourgeoise (voire bourgeoise dans certains cas) bureaucratique.

Cette couche sociale incarne la double nature des organisations ouvrières bureaucratique : elle n'a pas vraiment de stabilité sociale, elle oscille entre les intérêts de la classe ouvrière, dont son existence dépend en dernière instances, et ceux de la petite-bourgeoisie voire de la bourgeoisie, dont elle fait partie au quotidien. Trotsky parle d'agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier, et nous les désignons par organisations « *ouvrières à direction bourgeoise* », ou de « *partis ouvriers bourgeois* » ou « *très très bourgeois* ». Les partis communistes ont eu la particularité d'être dirigés pendant 70 ans de l'extérieur par un État bureaucratique aux caractéristiques complexes. Cela l'a conduit à être à la fois une organisation extrêmement bureaucratique et dépendante de l'appareil d'État et à être une des principales organisations ouvrières...

DES CONTRE-TENDANCES CONSCIENTES SONT POSSIBLES

« Pour Mandel, le réformisme continuera à être un problème dans le mouvement ouvrier jusqu'à ce que le capitalisme soit renversé mondialement »⁴. Espérer éradiquer les déformations bureaucratiques est illusoire. Mais notre tâche en tant que révolutionnaires est de constituer des contre-tendances et de proposer des mesures anti bureaucratiques dont le sens profond est la recherche de l'auto-activité des masses qui permet d'affaiblir les tendances bureaucratiques.

Ainsi, Marx, sur la base de l'expérience concrète de la Commune de Paris, avance trois règles pour combattre la bureaucratie, des règles qui peuvent s'appliquer aussi bien à l'État qu'aux partis et aux syndicats : la limitation de la rémunération des élus au salaire moyen, la révocabilité par les électeurs, la fin de la séparation entre pouvoir législatif et pouvoir exécutif. Cette dernière mesure est souvent oubliée dans les organisations de la gauche radicale. Elle est pourtant fondamentale.

Il s'agit d'en finir avec la séparation bourgeoise entre ceux qui pensent et ce qui agissent, entre les tâches manuelles et les tâches intellectuelles, reflet de la société capitaliste dans les organisations du mouvement ouvrier. Ce n'est pas un hasard ou par bonté d'âme qu'Alain Krivine, porte-parole et dirigeant de la LCR puis du NPA pendant des décennies, a toujours mis beaucoup d'entrain dans les tâches militantes du quotidien, des distributions de tracts au ménage dans le local. C'est bien une certaine conception de l'unité de la théorie et de la pratique qui permet de combattre sur le long terme les dérives bureaucratiques.

Rosa Luxemburg, elle, a perçu avant Lénine et Trotsky les dangers de bureaucratization des organisations syndicales, de la Deuxième Internationale et de la concentration des pouvoirs en Russie soviétique. Les uns et les autres finissent par défendre comme contre-tendance les soviets comme forme d'organisation supérieure du prolétariat, plus dynamiques, vivantes et plus souples que les organisations syndicales et les partis (dont la meilleure formulation est peut-être l'explication de Trotsky sur la guerre d'Espagne et le rôle des juntas). Lénine défend les syndicats, contre Trotsky, comme contre-pouvoir face à l'État en Russie soviétique. Et Trotsky synthétise la critique de la bureaucratie stalinienne (Staline est la « *la plus éminente médiocrité du Parti* »), la nécessité d'une société d'abondance et de l'extension de la révolution à l'échelle internationale.

ET AUJOURD'HUI ?

Les tendances bureaucratiques sont terriblement renforcées, dans la situation actuelle, par la grande passivité des masses et les capacités d'intégration du capitalisme. Ainsi, les instances représentatives du personnel mises en place après Mai 1968 ont pour fonction l'intégration du mouvement ouvrier au dialogue social et l'affaiblissement des Bourses du travail et de l'auto-activité des masses. Mais le phénomène est généralisé : les syndicats sont très délégués, et les nouvelles règles de représentativité, avec la possibilité de désigner des représentant-es depuis l'extérieur de l'entreprise, y concourent ; La France insoumise a inauguré une forme résolument antidémocratique d'organisation dans

le mouvement ouvrier, avec l'absence de structures de contrôle par la base, l'interdiction des débats, et finalement LFI est essentiellement une structure régie par les rapports de forces dans les institutions, parmi les élu-es ; tandis que certaines nouvelles formes d'organisation – mouvement autonome, Soulèvements de la Terre... – privilégient l'action au détriment des débats démocratiques internes sans arriver à structurer, au-delà de quelques coups d'éclat ponctuels, une fraction significative des classes populaires.

Le combat pour la démocratie n'est pas une bataille abstraite, idéologique, c'est une question très complexe et perpétuellement interrogée. Pour ne prendre qu'un exemple, il n'est pas dit que la majorité doit toujours l'emporter : en effet, on peut estimer légitime que les habitant-es d'une région puisse avoir un droit de veto sur l'installation d'une centrale nucléaire décidée par des bureaucrates dans des bureaux parisiens. Les droits des minorités doivent faire l'objet d'une perpétuelle attention. Un élément clé est la recherche de l'auto-activité des masses, le combat contre le suivisme, le conservatisme, la fainéantise théorique. Et, comme nous l'avons déjà expliqué, la lutte contre la séparation entre tâches manuelles et tâches intellectuelles, c'est-à-dire la reproduction de la division du travail : les dirigeant-es des organisations doivent participer à leur instance de base, ne pas être trop distancié-es du travail, réaliser des tâches concrètes... tandis que tous-tes les militant-es doivent être encouragé-es à réfléchir, écrire, lire.

C'est à ces conditions, non pas que l'on aura des organisations parfaites – car tant que survivront le capitalisme et son héritage, il y aura à combattre des tendances bureaucratiques, du sexisme, du racisme, des LGBTIphobies, du validisme dans les organisations et les structures institutionnelles – mais qu'on pourra œuvrer à l'action des masses et à la construction d'intellectuels collectifs, vivants, militants, les plus démocratiques possibles. □

1) Charles Post, Ernest Mandel et la théorie marxiste de la bureaucratie, in Le Marxisme d'Ernest Mandel, Paris, PUF (Actuel Marx), 1999.

2) Ernest Mandel, De la bureaucratie, Cahier Rouge, éd. La Brèche, 1978.

3) Alain Supiot, « État social et mondialisation : analyse juridique des solidarités », cours du Collège de France, 2013-2014.

4) Nicolas Latteur, « Ernest Mandel et la bureaucratie » sur le site ernestmandel.org.

La gauche française et l'internationalisme

PAR ÉDOUARD SOULIER, HAFIZA B. KREJE, AN GWESPED

Les guerres impérialistes font de nouveau l'actualité. Dans ce contexte, l'importance de la France dans les équilibres internationaux oblige la gauche française à se positionner sur ces questions. Nous devons insister sur la libération des peuples de la domination impérialiste, israélienne comme russe, tout en maintenant une pression contre notre propre impérialisme à travers notre participation aux réseaux de solidarité qui soutiennent la gauche de rupture en Ukraine et les luttes palestiniennes sans flancher devant leur diversité.

Dans le Manifeste du parti communiste en 1848, la dernière phrase avait comme slogan : « *Prolétaires de tous les pays unissez-vous* ». A l'intérieur du manifeste lui-même plusieurs phrases éclairent ce slogan. Par exemple : « *On a accusé les communistes de vouloir abolir la patrie, la nationalité. Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut pas les priver de ce qu'ils n'ont pas* ». Ou encore sur l'attitude des communistes (de l'époque) : « *1. Dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat. 2. Dans les différentes phases que traverse la lutte entre prolétaires et bourgeois, ils représentent toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité* ».

Dans L'idéologie Allemande¹, Marx précise encore : « *Tandis que la bourgeoisie de chaque nation possède encore des intérêts nationaux particuliers, la grande industrie créa une classe dont les intérêts sont les mêmes dans toutes les nations et pour laquelle la nationalité est déjà abolie, une classe qui s'est réellement débarrassée du monde ancien et qui s'oppose à lui en même temps* ».

Dans les premiers écrits du marxisme, est décrit un phénomène d'uniformisation dû au capitalisme qui crée une seule classe aux intérêts communs et universels face à l'expansion et la domination d'une classe internationale

de possédants. Ainsi les militantEs communistes ont pour tâche de développer la solidarité internationale et doivent lutter contre la concurrence entre travailleurEs dans l'entreprise, entre les entreprises et entre les États associés à ces entreprises. Iels soutiennent l'union de la classe par delà les frontières.

Pour autant, cette même théorie soutient des positions paternalistes quant aux pays jugés « arriérés » face au développement capitaliste. En effet, le capitalisme représenterait, dans ses contradictions, la matrice d'un progrès universel, téléologie qui entérine la continuité (critique) du marxisme avec les Lumières européennes.

GAUCHE COLONIALE

La gauche française, qui ne sera profondément influencée par le marxisme-léninisme qu'après le Congrès de Tours et la création d'une section communiste séparée, a ainsi exprimé des positions oscillant entre un soutien enthousiaste et une opposition à minima morale. Même la figure de Jaurès, souvent plébiscitée pour son pacifisme et sa position « *Zimmerwaldienne* », par exemple, a d'abord défendu les colonies avant de s'y opposer, tandis que les socialistes historiques (comme Jules Guesde) seront très friands de soutenir l'État français dans sa mission « *civilisatrice* »². Une importante clarification aura lieu lors de la Première Guerre Mondiale : la

plupart des socialistes (sous-entendu révolutionnaires) se rangeront du côté de leur État et de leur bourgeoisie. C'est la première (si on oublie les colonies) « trahison » du camp socialiste et de la Deuxième Internationale qui avait pourtant promis la solidarité internationale contre sa propre bourgeoisie. Cet événement est un tournant, et la gauche « socialiste » française ne se distanciera plus vraiment de la solidarité avec son État malgré le développement d'Internationale dite socialiste et quelques incantations morales sur l'internationalisme.

Dans une note qui demeure éclairante pour notre situation politique, Lénine³ écrit : « *sur cette question [de l'immigration] également se fit jour en commission une tentative de soutenir d'étroites conceptions de corporation, d'interdire l'immigration d'ouvriers en provenance des pays arriérés [...]. C'est là le reflet de l'esprit "aristocratique" que l'on trouve chez les prolétaires de certains pays "civilisés" qui tirent certains avantages de leur situation privilégiée et qui sont pour cela enclins à oublier les impératifs de la solidarité de classe internationale* ».

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

À l'issue de cette trahison s'est développée l'Internationale communiste par opposition à la guerre et à la colonisation. Les communistes notamment français commencèrent à développer un argumentaire de soutien

aux luttes de libérations nationales et d'indépendance. Rapidement cependant, en France comme en URSS, la direction stalinienne met fin aux années de militantisme international et anticolonial pour s'aligner les positions sur les intérêts stratégiques de la Russie, et par extension de l'URSS. C'est le thème du « socialisme dans un seul pays ». On voit ainsi, dès après le Front populaire, toute la gauche française dont le PCF dénoncer les premières tentatives d'émancipation anticoloniale en Algérie, en Tunisie et en Indochine⁴. Pendant la vague de décolonisation post-Seconde Guerre mondiale, une partie de la gauche française va changer de statut.

DE L'ACCOMPAGNEMENT AU MAINTIEN DE L'EMPIRE FRANÇAIS

D'accompagnatrice de l'empire français elle devient un supplétif de la colonisation, du maintien de l'empire et des intérêts français. Le cas le plus emblématique sera celui de Mitterrand qui, passé par les milieux de droite conservatrice avant guerre, deviendra ministre plusieurs fois. Dans plusieurs ouvrages sur la décolonisation, il explique sa stratégie qui est celle de redéployer la domination⁵. Ainsi, il trouve un moyen de perpétuer la présence française qui, dans les années 1950, est mise à mal par la pression des mouvements de libération, mais aussi la compétition inter-impériale avec les États-Unis et l'URSS. Il sera ministre de « la France d'Outre-Mer », et poursuit son action coloniale comme ministre de l'Intérieur, puis de la Justice, pendant les premières années de la Guerre d'Algérie. Il considère qu'il faut renoncer à la domination française en Indochine, trop coûteuse et incertaine, en mettant fin à la guerre contre le Viêt Minh. Mais ce retrait de l'Asie doit à ses yeux viser au renforcement de l'empire française en Afrique. Il propose ainsi un assouplissement de la gouvernance coloniale blanche au bénéfice des élites colonisées à condition que ces dernières renoncent à toute séparation de la métropole.

Cette vision raciste et coloniale va imprégner une partie de la gauche française, appuyée sur la préservation de la « puissance » de l'État et sur le sentiment d'une légitimité de l'intervention du « pays des droits de l'homme ». Elle conduira bien plus tard Mitterrand Président de la République



Extrait de la Une du quotidien l'Écho d'Alger le 7 novembre 1954

à rendre la France complice du génocide de 1994 (près d'un million de personnes tuées en trois mois) des Tutsis au Rwanda par son soutien indéfectible à la dictature rwandaise Hutu. Il impose ainsi le soutien politique et militaire de la France au régime génocidaire, jusqu'au bout. Le Parti socialiste a donc une longue tradition « coloniale » et d'alliance de classe avec l'appareil étatique français dans son ensemble. Cette alliance est profonde et durable : le soutien du PS à Israël est indéfectible, tandis que le président socialiste Hollande ne se cachait pas d'être l'ami personnel de Blaise Compaoré et de Idriss Deby tous les deux dictateurs.

Pour la gauche communiste, le soutien à la décolonisation sera bien plus net quoique soumis aux fluctuations de l'URSS (par exemple pour l'Afghanistan). Un peu plus ancrés dans la solidarité ouvrière que les partis socialistes, il demeure que les communistes du PCF qui ont survécu à la crise de la fin de l'URSS ont conservé une conception teintée de colonialisme et de paternalisme dans leur rapport aux anciennes colonies, tout comme aux descendantEs de colonisé-es sur le sol français. Le consensus autour du potentiel émancipateur de l'État français demeure ainsi vivace.

LUTTE DE LIBÉRATION NATIONALE

Sans retracer toute l'histoire concernant la gauche communiste révolutionnaire, les conceptions de la solidarité internationale ont elles aussi varié, en raison notamment de la difficulté de certaines traditions révolutionnaires à organiser le soutien à la lutte d'indépendance nationale qui est une alliance ponctuelle avec sa bourgeoisie ou sa petite bourgeoisie locale et arriver à organiser une certaine indépendance organisationnelle pour avoir assez d'influence pour poser les bases d'une alternative crédible face aux courants nationalistes.

Cette ligne de crête demeure une difficulté en raison des fondements du marxisme. Elle nous commande de nous situer dans une des contradictions des développements du capitalisme. D'un côté, le capitalisme uniforme et crée les conditions d'une classe ouvrière « unique » ayant des intérêts communs matériels. De l'autre côté, l'histoire montre que les dynamiques nationales même interdépendantes ont des particularités fortes, du fait du contexte socio-historique (colonialisme, impérialisme...) qui rendent difficile un positionnement qui ne tient compte que des « classes ».

Enfin, la neutralisation des individus et des cultures par le travail et la satisfaction des besoins ne représente plus tant pour nous un pays de Cocagne qu'un universel développement d'une société de consommation qui n'est plus ni soutenable ni souhaitable, tandis que la transformation post-coloniale des unités ethno-nationales interroge sur de nouvelles bases la formation de l'identité de classe du prolétariat et des minoriséEs oppriméEs par le Capital.

Il reste que le soutien internationaliste est une boussole transitoire qui indique l'importance de la lutte contre l'impérialisme notamment le nôtre et remettre au centre l'agentivité des opprimés comme base d'analyse, contre la social-démocratie accompagnatrice de l'impérialisme et contre un pseudo anti-impérialisme qui revient à soutenir un camp plutôt qu'un autre. □

1) pour une discussion intéressante de ces points lire le dossier « Les prolétaires n'ont pas de patrie ? L'internationalisme vu du Manifeste du Parti communiste » sur le site contretemps.eu.

2) Jean-Numa Ducange, « La gauche et la question coloniale », *Le Monde diplomatique*, avril 2021.

3) *Le Congrès socialiste internationale de Stuttgart*, publié le 20 octobre 1907 dans le n°17 de *Proletari*.

4) Denise Bouche « Alain Ruscio, Les communistes français et la guerre d'Indochine, 1944-1954 », *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, tome 34 n°4, octobre-décembre 1987.

5) L'Afrique d'abord, T Deltombe, Ed. La découverte.

Construire une gauche de rupture féministe

PAR LA COMMISSION NATIONALE D'INTERVENTION FÉMINISTE

À l'échelle mondiale, l'oppression patriarcale permet aux capitalistes de tirer des milliards du travail gratuit effectué par les femmes. En effet, le système capitaliste se maintient notamment par l'exploitation et l'oppression des femmes.

Notre féminisme est profondément anticapitaliste. Ainsi, il faut discuter ensemble de mesures qui ne seront pas uniquement de l'ordre de la réforme mais qui viendront transformer en profondeur notre société ! La révolution sera féministe ou ne sera pas !

CONSTRUIRE UN MOUVEMENT UNITAIRE ET INTERNATIONALISTE

Construire une gauche de rupture impose de la construire sur des bases féministes. Aujourd'hui, cela signifie défendre l'unité dans le mouvement féministe, en particulier entre les organisations féministes plus traditionnelles, les collectifs plus « radicaux » ou plus récents, les associations de quartier... C'est aussi l'unité entre le mouvement féministe autonome et les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier comme les syndicats sans qui, par exemple, l'appel à la grève du 8 mars ne pourrait à l'heure actuelle avoir autant d'impact. Dans ce cadre, nous devons par ailleurs défendre le droit de chacune à disposer de son corps comme elle l'entend et lutter contre toute transphobie.

Enfin, notre féminisme est internationaliste, car la lutte des femmes va au-delà des frontières et se doit de refuser toute oppression coloniale et impérialiste !

ASSURER NOS DROITS REPRODUCTIFS ET GARANTIR NOTRE AUTONOMIE

L'avortement est un combat de chaque instant : il s'agit en fait de garantir l'accès à nos droits, d'exercer notre autonomie, de choisir pour et par nous-mêmes quand et comment fonder une famille si nous le voulons. Il s'agit de nous libérer du processus de domination masculine qui voudrait

nous enfermer dans la sphère privée et familiale.

Pour cela, le droit à l'IVG s'accompagne nécessairement du libre accès à la contraception. Là aussi, il faut avancer : si la gratuité de la contraception pour les femmes de moins de vingt-cinq ans est évidemment une bonne nouvelle, il faut quand même rappeler que, passé cet âge, les femmes ne sont pas magiquement protégées d'une grossesse non désirée.

Ce n'est pas non plus un cap fatidique où on désirerait d'un coup avoir un enfant. Il faut garantir à toutes les femmes l'accès gratuit à la contraception, et le libre choix de cette dernière !

DÉFENDRE NOS SALAIRES ET NOS RETRAITES, DÉVELOPPER LES SERVICES PUBLICS

Les femmes sont encore moins bien payées que les hommes (en moyenne 22 % de moins), mais elles occupent aussi le plus souvent les métiers du care (« soin » au sens large) et représentent 80 % des temps partiels. Il faut lutter contre la précarité, qui est trop souvent le terreau de violences économiques à l'encontre des femmes. Pour cela, on doit avancer des revendications sociales qui seront directement et en premier lieu profitables aux femmes : la diminution du temps de travail, la fin des temps partiels imposés, l'augmentation des salaires, l'abrogation de la réforme des retraites et la revalorisation des métiers dits féminisés et des retraites des femmes.

En parallèle, il faut aussi développer et continuer à défendre les services publics : ouvertures de crèches, de classes, embauches à l'hôpital ou dans l'enseignement. La crise économique en cours accélère la précarisation et l'exploitation des femmes au travail (en

particulier dans le secteur du travail dit « reproductif » où elles sont majoritaires : santé, éducation, service de nettoyage, employées de commerce) et, en fragilisant l'autonomie des femmes, les expose à de plus grandes violences, tant sur le lieu de travail que dans leur vie privée

LUTTER CONTRE LES VIOLENCES SEXISTES

Toutes les femmes sont concernées par les violences sexistes, à tous les âges, dans tous les lieux, dans tous les milieux et à tout moment. Et il n'y a pas de formule magique ou de mode d'emploi pour s'en protéger individuellement. La violence qui s'abat contre nous peut être verbale, physique ou sexuelle, menant parfois, comme pour plus de 100 femmes en France chaque année, au féminicide. À cela s'ajoute pour les femmes racisées, les femmes transgenres, les femmes en situation de handicap ou en grande précarité, pour les femmes lesbiennes et bisexuelles, les violences racistes, transphobes, homophobes, handiphobes et de classe. Ces violences sont ancrées, permises et autorisées dans un système de domination et d'exploitation patriarcal meurtrier. La gauche que nous défendons doit sans répit lutter contre les violences patriarcales, dans toute la société et y compris à l'intérieur de son propre mouvement.

En définitive, notre féminisme doit refuser de céder le moindre terrain aux réactionnaires. Notre féminisme doit refuser l'instrumentalisation par l'extrême droite des violences sexistes et sexuelles, par celles et ceux qui voudraient nous faire croire que le sexisme est le propre des étrangers, des migrants ou des musulmans : non, les violences faites aux femmes sont inhérentes au patriarcat et sont présentes partout dans le monde. □

L'écologie, au centre d'un programme de rupture

PAR LA COMMISSION NATIONALE ÉCOLOGIE

Le capitalisme exploite et asservit les humains, aggrave la crise écologique qui revêt des formes multiples : réchauffement climatique, détérioration de l'air, de l'eau, des sols, acidification des mers, fonte des glaces, déforestation massive... soutiennent la gauche de rupture en Ukraine, et les luttes palestiniennes sans flancher devant leur diversité.

Cette crise écologique surdétermine la situation sociale et politique : elle impose des mesures immédiates de rupture (comme un moratoire sur les grands projets d'infrastructures autoroutières ou sur les mégabassines, présent dans le programme du NFP) et une planification des objectifs à tenir à terme. Cet impératif est à relier nécessairement à une nouvelle organisation de la société qui passe par la démocratie à la base et l'auto-organisation. La ligne de classe est à réaffirmer car il faut supprimer de toute urgence l'emprise des riches sur nos vies et nos corps, sur le monde.

LES MESURES À PRENDRE DOIVENT ÊTRE RADICALES ET RAPIDES

La sortie des énergies fossiles et l'arrêt du nucléaire imposent une réduction drastique de la production matérielle globale, donc de la consommation globale et des transports. Il importe de socialiser les secteurs clés de l'économie (banques, transports, énergie, santé, éducation...), de supprimer la propriété privée qui concerne les « communs », ces biens indispensables et utiles à la population qui doivent échapper à la marchandisation. Aussi, financer la gratuité des besoins vitaux (énergie, transports du quotidiens, école, santé...) doit guider les politiques publiques.

La planification écosocialiste permettra d'organiser par en bas, démocratiquement, les projets globaux, à partir des besoins et demandes exprimés par les consommateur-es producteur-es réuni-es dans des structures locales, guidé-es par une ingénierie publique de personnes-ressources.

TRANSPORTS

L'urgente et massive diminution de la production matérielle globale s'accompagnera d'une réduction en proportion des marchandises transportées. Priorité au fret ferroviaire et fluvial. La priorité donnée aux transports collectifs gratuits fera perdre à la voiture sa place centrale dans la mobilité des personnes. Le vélo pourra jouer un rôle non négligeable et la marche retrouver sa place. Hors des villes, les services publics et les nouveaux usages de la voiture seront au centre. Le développement du ferroviaire permettra la nécessaire diminution du transport aérien.

AGRICULTURE ET ALIMENTATION

L'agriculture industrielle, responsable de 20 % des émissions de GES en France, a provoqué une perte immense en biodiversité, porte atteinte à notre santé et fournit une alimentation de qualité médiocre. Le basculement vers une agriculture paysanne, sans chimie et moins mécanisée, vers une production 100 % bio, vers une réduction importante de la consommation de viande, aussi s'impose. Cette mutation nécessitera des financements pérennes et sera créatrice d'emplois. Une « Sécurité sociale de l'alimentation », branche de la Sécu, doit être défendue.

LOGEMENT, URBANISME ET ARTIFICIALISATION DES TERRES

Un programme de mise à disposition de logements à prix abordables bien isolés, y compris par la réquisition de millions de logements vides

est nécessaire. Autres priorités : financer l'isolation des « passoires thermiques », stopper l'étalement urbain, les zones commerciales et les projets routiers destructeurs qui grignotent les terres agricoles.

ÉNERGIE

La rupture, c'est obtenir 100 % d'énergies renouvelables en 2050, qui combine l'arrêt du nucléaire, possible en dix ans, l'arrêt de l'EPR de Flamanville, la fermeture de tous les réacteurs de plus de 30 ans, l'abandon des projets d'enfouissement des déchets radioactifs de haute activité et la sortie des énergies fossiles.

Le secteur de l'énergie socialisé sous contrôle des salarié-es et des usager-es favorisera un débat démocratique sur les besoins réels, sur les choix sur les énergies renouvelables et leurs conditions de production, sur la nécessité afin de supprimer la publicité et certaines productions inutiles.

LA RUPTURE CONTRE L'ADAPTATION

L'alternative « socialisme ou barbarie », décrite par Rosa Luxemburg n'a jamais été aussi actuelle. Si le capitalisme vert et son cortège de mesures bidons est disqualifié, il est nécessaire de refonder le socialisme autour de ses valeurs historiques : la pratique démocratique réunissant la démocratie directe, la démocratie représentative et la pratique référendaire, l'égalité par la mise en place d'un revenu maximal acceptable ; la justice et la fraternité-sororité. □

En quoi la gauche a fait fausse route et pourquoi il est grand temps de redresser la barre

PAR GILBERT ACHCAR ET ANTOINE LARRACHE*

Une des principales leçons de la faillite historique de la gauche au 20^e siècle est le déficit démocratique dont elle a pâti, au détriment de l'auto-organisation des masses et de leur autogestion démocratique.

Il ne s'agit pas seulement de l'effroyable dégénérescence stalinienne d'une révolution russe au cours de laquelle s'était pourtant clairement manifestée l'aspiration à une démocratie radicale, mais aussi de l'impact de cette dégénérescence sur l'ensemble du mouvement ouvrier et de la gauche organisée, dont ni les conceptions politiques dominantes, ni les modes de fonctionnement organisationnel n'ont témoigné d'un attachement primordial à la démocratie.

L'IMPORTANCE D'UNE COHÉRENCE SUR LA QUESTION DE LA DÉMOCRATIE

Or, cet attachement est l'une des caractéristiques majeures des générations venues à la politique après l'effondrement du bloc soviétique, d'autant plus qu'elles sont munies, grâce à la révolution technologique, de moyens d'information et de communication incomparablement supérieurs à ceux du passé. La gauche antisystème de notre temps doit placer la démocratie radicale au cœur de sa critique du système, de son projet et de son action militante, sur un pied d'égalité avec sa dénonciation des ravages en tous genres du capitalisme. La crise de la représentation dans les régimes de la démocratie « réellement existante » n'a jamais été plus manifeste que dans cette ère néolibérale où convergent les pratiques gouvernementales des courants de la droite traditionnelle et celles des courants issus de la social-démocratie. À présent, ils sont ainsi placés ensemble, dans l'entendement général, dans un

« centre » dont la gauche ressemble à s'y méprendre à la droite. À chaque fois que le choix politique concret s'est résumé à la confrontation entre ces deux pôles « centristes », l'abstention a progressé. Le vice majeur de la démocratie représentative apparaît aujourd'hui plus nettement que jamais comme ne consistant dans le fond qu'en la faculté de « décider une fois tous les trois ou six ans quel membre de la classe dirigeante doit 'représenter' et fouler aux pieds le peuple » au Parlement ou à la tête de l'exécutif, comme l'avait bien résumé Marx dans son commentaire sur la Commune de Paris.

À l'opposé de cette pratique, nous encourageons toutes les actions par en bas, celles qui favorisent l'auto-organisation des masses et concourent à un exercice collectif et actif de la démocratie.

S'OPPOSER EN PRATIQUE AU « COUP D'ÉTAT PERMANENT »

Dans la France de 2024, critiquer les institutions de la 5^e République sur le plan théorique et programmatique et revendiquer une 6^e République ne suffit pas si cela ne s'accompagne pas d'une critique pratique de ces mêmes institutions. De même, dénoncer l'iniquité du mode de scrutin en vigueur ne saurait convaincre si l'on n'en tire pas toutes les conséquences. Il faut une cohérence des positions en la matière. Or cette cohérence a fait malheureusement défaut dans les positions adoptées par LFI envers les institutions du pouvoir, et cela sur deux plans.

Le premier est la fixation sur l'élection et la fonction présidentielles, qui pourtant constituent toutes deux le principal vice antidémocratique de la 5^e République. Le second est l'incohérence dans l'attitude à l'égard du mode de scrutin législatif, la représentation déformée des opinions populaires qu'il engendre, et la possibilité éminemment antidémocratique qui en résulte de mettre en place un pouvoir qui ne s'appuie que sur le choix d'une minorité de la population.

Cette dernière possibilité peut se réaliser soit dans l'acquisition d'une majorité institutionnelle illégitime (comme celle d'une présidence ou d'une majorité parlementaire dont l'assise électorale réelle, telle que manifestée au premier tour, est minoritaire), comme ce fut souvent le cas sous la 5^e République (ainsi Emmanuel Macron a été élu bien que n'ayant recueilli au premier tour que 21 % des voix des inscrit-es en 2022, et 19 % en 2017), soit dans l'exercice du pouvoir par une majorité institutionnelle relative, c'est-à-dire une minorité de fait, gouvernant en s'appuyant sur d'autres minorités au gré des circonstances, comme ce fut le cas pour la législature issue des élections de 2022.

GOUVERNER AVEC UN TIERS DES VOIX ?

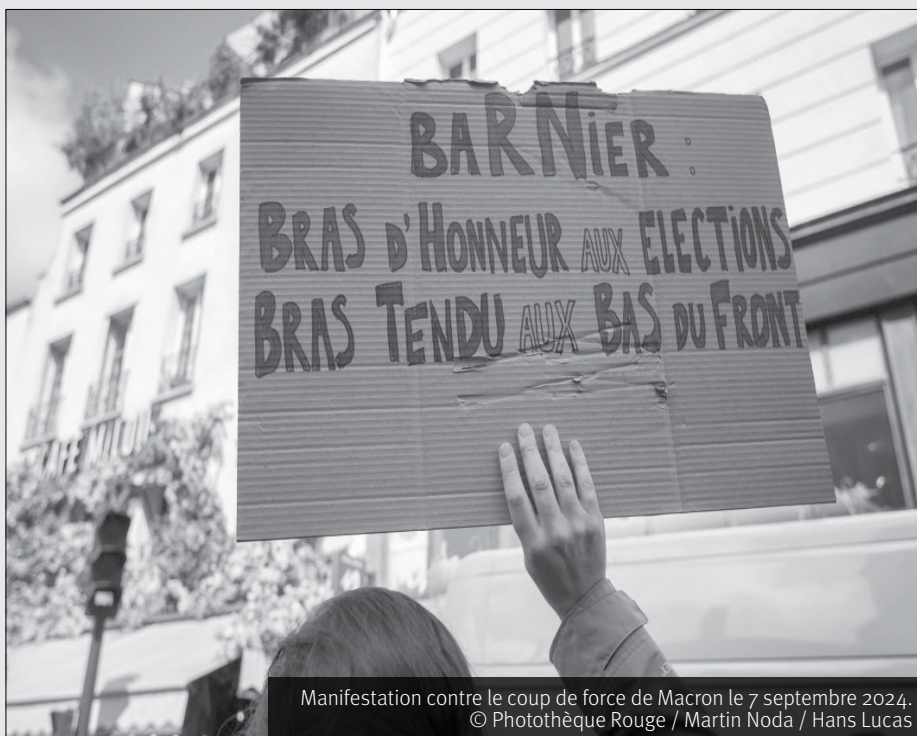
En ce sens, comme il a déjà été souligné, le RN a manifesté intransigeance programmatique et attachement au mandat majoritaire en prévenant qu'il n'accepterait de prendre les rênes du

gouvernement que s'il disposait d'une majorité lui permettant la mise en œuvre de son programme.

LFI a malheureusement adopté une position beaucoup moins exigeante lorsqu'au soir du 7 juillet, Jean-Luc Mélenchon a appelé le NFP à se préparer à gouverner et à appliquer son programme, « *tout le programme* », alors que le NFP n'avait obtenu qu'une majorité relative d'un tiers des sièges à l'Assemblée nationale et seulement 28,2% des voix exprimées au premier tour (sur 66,7% de l'électorat, un tiers s'étant abstenu). Depuis lors, le NFP aiguillonné par LFI, après être parvenu difficilement à s'entendre sur la candidature de Lucie Castets au poste de Première ministre, s'est heurté au rejet unanime de l'ensemble des autres forces représentées à l'assemblée nationale. La participation de LFI à un éventuel gouvernement dirigé par le NFP a été d'emblée rejetée par les autres composantes de l'Assemblée nationale.

Il était correct de faire preuve d'intransigeance dans l'opposition à un gouvernement du NFP avec les macronistes ou LR, à l'encontre des tentations qui pouvaient exister dans une partie de la gauche, en particulier dans le PS et le PCF. Mais l'ambiguïté maintenue pendant plusieurs semaines sur la possibilité d'un gouvernement dans lequel LFI jouerait un rôle central et qui serait néanmoins capable de gouverner, c'est-à-dire de ne pas être censuré à l'Assemblée nationale, a conduit à un double échec : celui de renforcer les tendances à la passivité des masses mobilisées pendant les élections, et celui de mettre en lumière l'incohérence de la position de la gauche vis-à-vis du pouvoir.

Jean-Luc Mélenchon a alors offert, le 24 août, de surseoir à la participation directe de LFI afin de lever la raison invoquée par les autres groupes parlementaires pour mettre leur veto à la formation d'un gouvernement du NFP. C'était trop tard. Comme il a été déjà expliqué¹, cette attitude aurait dû être celle de LFI dès qu'il est apparu que le NFP arrivait en tête des élections tout en restant loin d'obtenir une majorité absolue à l'assemblée nationale. C'est d'ailleurs la position classique du mouvement révolutionnaire, celle qu'avait adoptée le NPA vis-à-vis de la NUPES : nous soutiendrons toute mesure que vous prendrez qui va dans le sens des intérêts des travailleurs/



Manifestation contre le coup de force de Macron le 7 septembre 2024.
© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

euses, mais nous ne participerons pas à un gouvernement de coexistence avec le système.

LA FAIBLESSE POLITIQUE DE LA GAUCHE A MÉCANIQUEMENT FAVORISÉ L'EXTRÊME DROITE

De fait, l'enlèvement du NFP dans une position incompatible avec la réalité pour les modifier par la mobilisation populaire, a profité au RN. Si LFI avait adopté d'emblée l'attitude décrite plus haut, ses partenaires du NFP auraient eu le champ libre pour former un gouvernement dirigé par le PS et négocier un accord de non-censure avec les centristes dans le prolongement du « front républicain », puisqu'un tel compromis était imposé par les rapports de force au parlement. Il aurait été alors beaucoup plus difficile pour Macron de justifier son arrangement avec le RN. Mais puisque la censure du NFP était donnée pour acquise en cas de nomination autre que celle de sa candidate choisie avec LFI, alors que cette option était dès lors rejetée par les deux tiers de l'Assemblée nationale, c'est la recherche d'un accord de non-censure avec le RN qui devenait automatiquement la condition sine qua non de la mise en place d'un nouveau gouvernement. Le point d'équilibre de la nouvelle coalition gouvernementale s'en est ainsi trouvé porté à droite. Le résultat a été la nomination de Michel Barnier.

Le NFP n'a cessé de crier au déni de démocratie. Il est sûr que Macron a joué sur l'absence de majorité à l'Assemblée nationale pour agir à sa guise, comme à son habitude. Il se serait montré non seulement plus respectueux des règles démocratiques, mais aussi bien plus fûté politiquement (ce qu'il est loin d'être malgré sa vanité incommensurable) s'il avait nommé la candidate du NFP en sachant que si elle parvenait à former un gouvernement faisant consensus dans la coalition de gauche – ce qui était loin d'être facile – ce gouvernement serait renversé illico à l'Assemblée nationale. Et si la gauche avait profité de quelques jours au gouvernement pour agir à coups de décrets contre les deux tiers de l'assemblée nationale, faisant ainsi usage de l'une des ficelles les plus antidémocratiques de la 5^e République, elle aurait considérablement affaibli sa propre critique du régime. Toutefois, en qualifiant d'antidémocratique le refus par Macron de nommer Lucie Castets, le NFP a pris une position qui embrouille la critique des institutions de la 5^e République et risque de se retourner contre lui aux prochaines élections législatives.

Imaginons en effet ce qui se passerait au cas tout à fait possible où le



RN obtiendrait la prochaine fois la majorité relative à l'Assemblée nationale, d'autant que le « front républicain » de juillet dernier a bien peu de chances de se renouveler dans les mêmes conditions. Imaginons que Macron revienne alors à l'intention qui lui avait été prêtée avant le deuxième tour de juillet dernier de nommer Jordan Bardella au gouvernement (tout simplement parce que Macron a toujours cherché depuis 2017 à légitimer son rôle par contraste avec le RN) et que le dauphin de Marine Le Pen accepte cette fois-ci de former un gouvernement. Le NFP ne pourrait pas protester contre cette nomination sans contredire son discours actuel, alors que l'attitude qui devrait normalement être la sienne aurait été d'appeler à continuer à faire barrage au RN à l'Assemblée nationale. Et si Macron choisissait plutôt d'écarter Bardella en invoquant le fait que la majorité de l'Assemblée nationale a opposé son veto à sa nomination, comme il l'a fait pour Castets, le NFP dénoncerait-il alors un nouveau « déni de démocratie » ?

COMMENT FAIRE PRESSION

Ces hypothèses soulignent l'incohérence du NFP sur la question de la

démocratie, de la critique des institutions et du rapport à l'auto-organisation des masses. Qu'un parti dit « de gouvernement » sous la 5^e République tel que le PS trouve normal de gouverner sans majorité populaire et même sans majorité parlementaire, c'est dans l'ordre des choses. On aurait pu cependant espérer mieux de LFI, en tant que gauche de rupture appelant à une assemblée constituante et à une 6^e République. Or, le cours que LFI a suivi depuis le 7 juillet risque fort de se retourner contre elle, de casser son élan populaire et d'aboutir à une rupture du NFP dans les plus mauvaises conditions. En revanche, la position qui aurait consisté pour LFI à se déclarer d'emblée prête à soutenir un gouvernement de coalition mené par le PS sans y participer lui aurait gagné la reconnaissance de ses partenaires du NFP et de l'opinion publique, tout en renforçant son image de gauche de rupture, radicalement démocratique et critique des institutions de la 5^e République, consciente pour cette même raison de ce que la mise en œuvre de son programme radical nécessite le soutien de la majorité populaire.

La dynamique très différente qu'une telle position aurait créée dans les négociations postélectorales aurait peut-être conduit à la formation d'un gouvernement de coalition

PS-Écologistes avec tout ou partie du « centre » (la coalition Ensemble). Il aurait suffi de 96 voix à l'assemblée nationale, en sus des 193 voix du NFP, pour défaire toute motion de censure déposée par la droite et/ou l'extrême droite. Un tel gouvernement aurait été tributaire des pressions contradictoires des centristes et de LFI, ce qui aurait néanmoins accordé à cette dernière un important moyen de pression. Elle aurait été en mesure de « mettre au pied du mur » ses partenaires du NFP pour l'application des mesures envisagées dans le programme commun, en combinant action législative (propositions de lois) et mobilisations sociales.

La position radicale ci-dessus relève plus de l'exemple portugais de soutien sans participation du Bloc de gauche (gauche radicale) au gouvernement socialiste minoritaire en 2015 que du soutien sans participation du PCF au gouvernement du Front populaire en 1936. Aussitôt exhumée des archives par les médias après la déclaration de Jean-Luc Mélenchon, qui fut interprétée comme un désistement de LFI par rapport à la participation à un gouvernement NFP, cette dernière analogie n'est pas la bonne. Non seulement parce que le Front populaire jouissait d'une solide majorité à la Chambre des députés et dans l'électorat (masculin) en 1936, mais aussi et surtout parce que le PCF était alors dans une démarche droitiste de pression pour la modération des positions et mesures du Front populaire, se plaçant ainsi à la droite de la SFIO, ancêtre du PS. Or, la démarche préconisée ici aurait été, tout au contraire, celle d'une pression de gauche sur un gouvernement s'appuyant sur le NFP.

RENVERSER LA TABLE

La réaction de LFI à la position de Macron a été celle d'un appel à sa destitution – appel dont toute la presse a souligné qu'il n'avait strictement aucune chance d'aboutir par la voie constitutionnelle. Quel est donc l'objectif visé par une campagne pour la démission de Macron, puisque c'est de cela qu'il s'agit dans le fond ? Ce choix politique témoigne d'une fixation sur la fonction présidentielle et du souhait qu'une



Rassemblement et manifestation spontanée après le premier tour des élections législatives. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

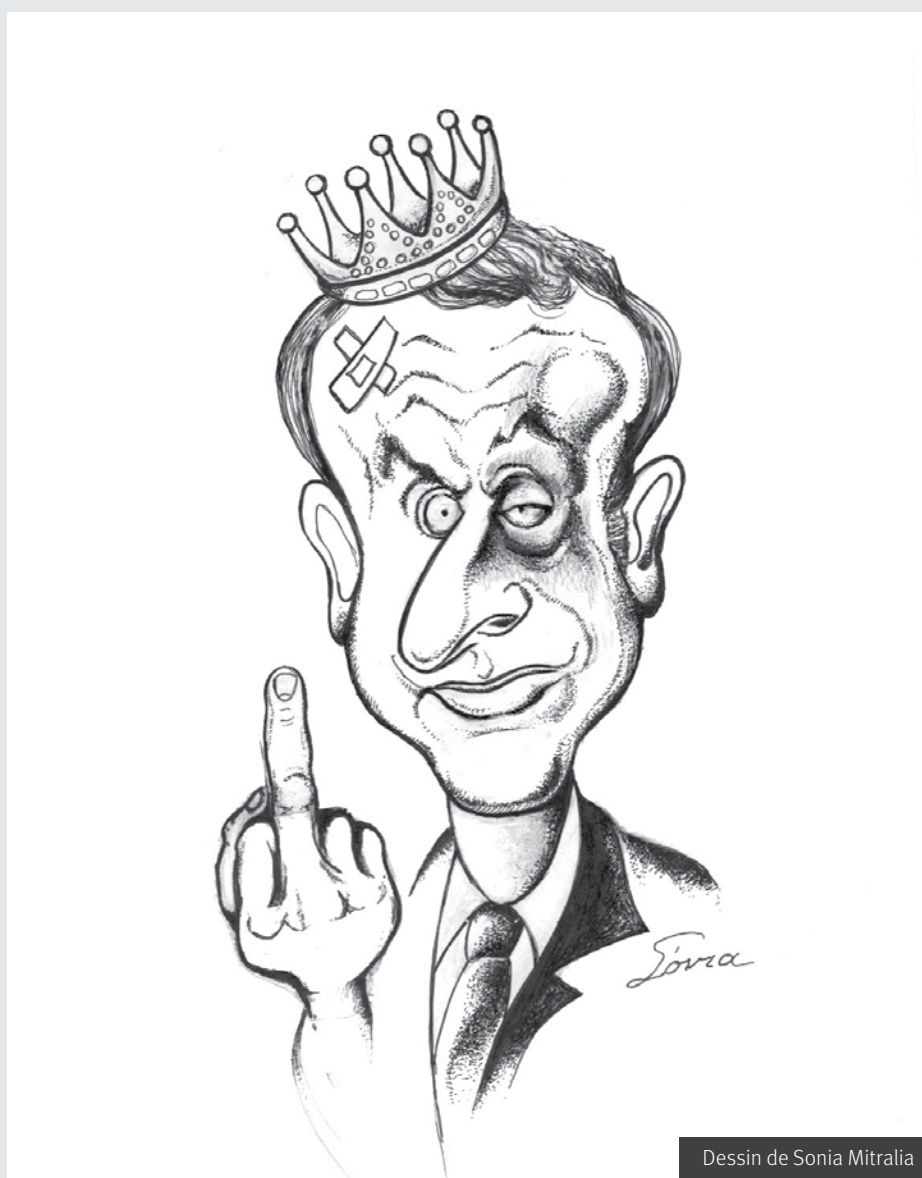
nouvelle élection ait lieu dans les plus brefs délais. C'est un pari extrêmement périlleux, car il prend le risque d'une victoire de Marine Le Pen dans le cadre de la monarchie républicaine qu'est la V^e République – une victoire tout à fait possible elle aussi, notamment après la crise déclenchée par Macron et l'attitude astucieuse adoptée par le RN, et plus probable en tout cas qu'une victoire de Jean-Luc Mélenchon s'il se présentait à nouveau. Dans ces circonstances, il faut impérativement combiner la campagne contre Macron avec la campagne pour le changement de Constitution. Nous ne nous battons pas pour l'abdication du roi au profit d'un autre individu qui pourrait être pire encore, mais pour l'abolition de la monarchie !

AU-DELÀ DE LA PRÉSIDENTENCE ET DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ELLE-MÊME, UNE GAUCHE DE RUPTURE DEVRAIT SOULIGNER LES QUATRE PRINCIPES SUIVANTS :

Le premier est que son combat principal se déroule sur le terrain des luttes sociales, pour le changement des rapports de forces politiques par l'action des masses. Les mobilisations du 7 septembre et du 1^{er} octobre, mais aussi celle du 10 septembre dans l'éducation et les mobilisations contre tous les racismes et en solidarité avec les peuples palestiniens et kanak, sont la principale voie à suivre.

Le deuxième est que l'action au sein des institutions existantes ne saurait être que l'écho et l'adjuvant de ces luttes-là, alors que la gauche a tendance à déconnecter l'action parlementaire (motions de censure, destitution, questions au gouvernement, amendements) des mobilisations dans la rue. Les élu-es de gauche doivent se faire concrètement les porte-parole de leurs électrices et électeurs en encourageant l'expression auto-organisée et permanente de la volonté de la base électorale.

Le troisième est que l'essence même des institutions de la 5^e République est bonapartiste, antidémocratique et compatible avec l'extrême droite. Alors que les grands mouvements sociaux de ces dernières années – Gilets jaunes, retraites, etc. – ont montré la soif démocratique de la population et que la gauche s'est accordée sur la



Dessin de Sonia Mitralia

revendication d'une 6^e République, il est important de mettre en avant la perspective de l'élection d'une assemblée constituante à la proportionnelle et d'un gouvernement du salariat, émanant de la majorité populaire et placé sous son contrôle direct et permanent. Afin d'y parvenir, il faut enfin œuvrer à la construction d'une « contre-hégémonie » majoritaire dans la société et pour cela, pousser à l'organisation du Front populaire à la base, avec des comités dans toutes les circonscriptions, dans les quartiers, les entreprises et les lieux d'études, prenant part aux débats politiques et aux luttes sociales et agissant pour la mise en œuvre du programme du NFP et son dépassement dans le sens d'une rupture radicale avec le système politique, social et économique en vigueur. □

Le 8 septembre 2024

* Gilbert Achcar est professeur d'études du développement et des relations internationales à la SOAS, Université de Londres. Il est l'auteur, entre autres, de : *le Marxisme d'Ernest Mandel* (dir.) (PUF, Actuel Marx, Paris 1999), *l'Orient incandescent : le Moyen-Orient au miroir marxiste* (éditions Page Deux, Lausanne 2003), *le Choc des barbaries : terrorismes et désordre mondial* (2002 ; 3^e édition, Syllepse, Paris 2017), *Marxisme, orientalisme, cosmopolitisme* (Sinbad, Actes Sud, Arles 2015), *Symptômes morbides, la rechute du soulèvement arabe* (Sinbad, Actes Sud, Arles 2017). Antoine Larrache, membre du comité exécutif du NPA-A et membre de la direction de la IV^e Internationale.

¹⁾ Gilbert Achcar, « Comment une gauche de rupture devrait agir dans les circonstances présentes ? » Site lanticapitaliste.org, 24 juillet 2024.

« Brève histoire du néolibéralisme »

PAR HENRI WILNO

Il faut féliciter les éditions Amsterdam pour leur réédition de cet ouvrage de David Harvey initialement paru en 2005. L'auteur est un géographe et économiste marxiste de renommée internationale dont L'Anticapitaliste-la revue a déjà traité des travaux¹. Harvey résume ainsi l'objet de ce livre : fournir une « histoire politico-économique des origines du néolibéralisme et de sa prolifération généralisée sur la scène mondiale ».

Avant la déferlante néolibérale fonctionnait ce que l'auteur qualifie de « libéralisme intégré » basé sur un « compromis de classe » entre le capital et le travail. Il est à regretter que Harvey ne dise pratiquement rien sur les raisons et facteurs de développement de ces politiques. Toutefois, il signale à juste titre que les bénéfices du libéralisme intégré furent en fait limités aux pays capitalistes les plus développés.

À la fin des années 1960, le modèle commença à s'effondrer tant au niveau national qu'à l'échelle internationale : suraccumulation du capital, croissance en berne, « stagflation » (chômage et inflation simultanés), déficits budgétaires, impuissance des politiques keynésiennes, crise du système monétaire international issu de Bretton Woods.

À partir de là, se présentaient deux possibilités. La première, exprimée confusément par Harvey, était la radicalisation des politiques antérieures. L'auteur explique que cela a été plus ou moins tenté dans divers pays mais que cela s'est avéré incompatible avec l'accumulation du capital et que la gauche s'est montrée incapable d'aller au-delà des solutions social-démocrates. Il faut regretter que cette question essentielle soit traitée de manière allusive et peu claire, sans aucune allusion au principal élément socio-politique de la question : l'affrontement avec la classe dominante. Ce fut donc l'heure du néolibéralisme dont les pères fondateurs avaient brandi l'idéal de la liberté individuelle (ce qui a un attrait quasiment irrésistible aux yeux de larges secteurs des populations) et ont affirmé que

les libertés individuelles supposaient la liberté du marché et des échanges. Sous cet habillage, le projet politique du néolibéralisme était en fait le rétablissement des conditions d'accumulation du capital et la restauration du pouvoir des élites économiques

LE TOURNANT DES ANNÉES 1980

Après l'expérimentation consécutive au coup d'État au Chili, le tournant majeur intervient en 1979-1980 avec l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher et la hausse drastique des taux d'intérêt par la Réserve fédérale américaine dirigée par Paul Volcker, qui vise à réduire l'inflation quel qu'en soit le coût pour l'emploi. En 1980, Reagan est élu président des États-Unis. Ensuite, le néolibéralisme s'est généralisé et imposé mais de manière différenciée en fonction des caractéristiques des différents États.

Les années qui suivent sont marquées par le développement de l'endettement international. Sous prétexte de faire face aux crises de la dette, FMI et Banque mondiale se font les relais internationaux des politiques néolibérales. Avec le « consensus de Washington », dans les années 90, les États-Unis épaulés par le FMI et la Banque mondiale ont fait de leur modèle la réponse aux problèmes du monde. Il s'agissait en fait d'ouvrir la majeure partie des États à la libre circulation des capitaux. Des dynamiques internes et des forces externes ont joué en ce sens mais Harvey souligne à juste titre que « parfois tout se passe même comme si le FMI ne faisait que prendre la responsabilité des

réformes voulues de toute façon par la classe dirigeante de tel ou tel pays ».

Le néolibéralisme a renforcé le pouvoir de la classe dominante tout en favorisant sa reconfiguration : aux dirigeants des grandes entreprises et entités financières se sont ajoutés les détenteurs des fortunes rapides réalisées dans les nouveaux secteurs-phares, notamment les technologies de l'information et de la communication. Pratiquement partout, on a assisté à une énorme concentration des richesses.

Le fossé entre le capital industriel ou marchand et le capital financier a disparu, le pouvoir du monde de la finance s'est accru tandis que la stabilité du système financier est devenue le principal souci des États néolibéraux. Cette classe dirigeante est internationalisée tout en restant liée à des appareils d'État nationaux pour les avantages et la protection qu'elle en retire.

Après cette description de la montée et des différentes facettes du néolibéralisme, Harvey cherche à montrer comment, en dehors du cas du Chili où le néolibéralisme s'est imposé par la répression militaire, il a su créer un consensus qui a permis à des politiciens de gagner des élections et de mettre en œuvre leurs orientations.

Harvey développe en premier lieu les cas des États-Unis et de la Grande-Bretagne (les brefs éléments concernant la France sont approximatifs et discutables). Aux États-Unis, on a assisté à la combinaison d'une offensive idéologique multiforme grassement financée par les milliardaires,

d'une agression antisyndicale menée avec acharnement par Reagan, d'une capacité à accentuer les divisions entre salariés et du ralliement des deux grands partis, républicain (avec dans ce cas une alliance entre big business et chrétiens conservateurs) et démocrate, aux logiques néolibérales. Un chapitre entier est consacré à la Chine : Harvey y voit une marche particulière vers la libéralisation et la reconstitution d'un pouvoir de classe, « *un néolibéralisme à caractéristiques chinoises* » qui a permis la croissance économique et panache autoritarisme, nationalisme et certaines formes d'impérialisme rejoignant, selon lui, la vague néo-conservatrice américaine.

Le rôle de l'État dans la théorie néolibérale est relativement simple : garantir le fonctionnement du marché. Le libre jeu de la concurrence est la meilleure solution, quitte à inventer des mécanismes de marché face à des problèmes nouveaux : comme le marché des droits à polluer. Pour se protéger des menaces que les processus électoraux pourraient faire peser sur la stabilité du marché, les gouvernements néolibéraux donnent des pouvoirs à des institutions « indépendantes », comme les banques centrales, les cours de justice (on pourrait y ajouter l'édifice des traités européens : « *Il ne peut pas y avoir de choix démocratique contre les traités européens* » avait déclaré le président de la Commission en janvier 2015 après la victoire électorale de Syriza en Grèce). En fait, malgré son discours, l'État néolibéral se méfie de la démocratie et ses résultats économiques et sociaux sont en décalage par rapport à ses proclamations.

Cependant, on constate des pratiques souvent disparates entre les états néolibéraux, certaines renvoient à des considérations pragmatiques ou opportunistes, d'autres aux contextes socio-politiques. Tandis que, aussi bien les états nationaux que les institutions internationales comme le FMI, font des entorses aux principes pour sauver des institutions financières qui se sont mises elles-mêmes en difficulté.

Harvey souligne que l'état néolibéral est instable. Il est de plus en plus paradoxal de vanter les vertus de la concurrence quand la

monopolisation de l'économie se renforce, que les scandales financiers se multiplient, que les travailleurs font les frais de la flexibilité, que les inégalités explosent et que les solidarités se désagrègent. Pour faire face aux mécontentements, l'autoritarisme et les méthodes policières se renforcent tandis que l'État néolibéral en appelle de plus en plus au nationalisme face aux désordres internes et à la compétition internationale. Harvey souligne que les contradictions du néolibéralisme peuvent être porteuses de dérives encore plus dangereuses, centrées sur les valeurs morales, le racisme, etc.

FAIBLESSES ACTUELLES DU NÉOLIBÉRALISME

Dans un chapitre intitulé « Le néolibéralisme en procès », Harvey revient sur les résultats de la néolibéralisation. Il souligne leurs limites : les politiques néolibérales n'ont pas réussi à impulser une nouvelle phase de croissance mondiale. L'Asie de l'Est (avec la Chine) et l'Inde semblent infirmer ce diagnostic mais il s'agit d'États poursuivant des politiques spécifiques et non alignées sur le « *consensus de Washington* ». Le seul succès du néolibéralisme est en fait le contrôle de l'inflation. L'auteur relativise l'impact du développement des technologies de l'information (ce qui pourrait déboucher sur des débats essentiels qu'il n'aborde pas).

Selon Harvey, ce qui marque en fait la phase actuelle du capitalisme c'est ce qu'il qualifie « *d'accumulation par dépossession* » : une extension généralisée de la sphère marchande qui transforme en marchandises tout une série de biens et d'activités qui bénéficiaient antérieurement à la masse des populations. C'est un point essentiel dont il souligne la continuité avec l'accumulation primitive décrite par Marx.

Harvey conclut son livre en évoquant les crises dont est porteur le néolibéralisme. Des crises financières violentes sont inévitables. La classe dominante en est consciente mais ne fait pratiquement rien pour les prévenir. Un des fondements de cette attitude est sa confiance à pouvoir s'en tirer sans trop de mal. Mais ce scénario pourrait s'avérer fallacieux : une crise financière majeure pourrait accentuer un basculement accentué



David Harvey, éditions Amsterdam, 13 €

de l'état du monde au profit de l'Asie ou bien rogner malgré toutes les capacités de contrôle de la société par les dominants. Par ailleurs, la néolibéralisation génère de nombreux mouvements contestataires dont une grande partie se distingue des mouvements à base ouvrière autrefois dominants. Ce qui ne signifie pas, souligne Harvey, la mort de des mouvements ouvriers, ni dans les vieux pays industriels, ni dans les nouveaux. Les luttes contre l'accumulation par dépossession font naître de nouveaux mouvements enracinés dans le quotidien et le local. Ils ont certes produit ou favorisé la production d'une pléthore d'idées alternatives mais ont, souligne justement l'auteur, souvent du mal à aller au-delà de la question sur laquelle chacun d'entre eux s'est constitué pour appréhender la nature de classe des politiques auxquelles ils se heurtent.

Comme on l'a signalé plus haut, certains développements de Harvey apparaissent parfois confus, voire discutables. Par ailleurs, il semble inutile d'essayer de comprendre les graphiques joints au texte étant donné leur faible lisibilité mais cela est de la responsabilité de l'éditeur. Mais cela ne réduit pas l'intérêt d'un livre extrêmement utile pour comprendre le néolibéralisme dans sa globalité. □

1) Thierry Labica, « Petite invitation au marxisme de David Harvey », *Revue L'Anticapitaliste* n°146, mai 2023.

Sur les élections en Algérie du 7 septembre 2024



PAR SAMIR LARABI

Le président Abdelmadjid Tebboune a annoncé le 21 mars 2024, par un simple communiqué, la tenue d'une élection présidentielle anticipée le 7 septembre 2024. Retour sur ces élections et leurs résultats. Devant la confusion liée au caractère anticipé de ce scrutin et le choix de la date, sont avancés des explications liées à la « géopolitique » et de « menaces extérieures ». Rapidement après son annonce, A. Tebboune a réduit l'élection par des considérants « techniques ». Faire la collecte des parrainages et la campagne électorale en pleine période des grandes chaleurs a été considéré, par plusieurs observateurs et acteurs politiques, comme une volonté délibérée de fermer le jeu politique à l'occasion de ces élections.

UNE CAMPAGNE FAUSSÉE

Après la fin de la collecte des parrainages, l'ANIE¹ n'a retenu que trois candidatures : le président sortant, A. Tebboune ; Youcef Aouchiche du FFS et Rachid Hassani du MSP, après qu'il a liquidé son mentor Abderrazak Makri. Ces trois candidatures correspondent aux trois grandes tendances politiques importantes en Algérie. Si la secrétaire générale du PT, Louisa Hanoune, a collecté les parrainages, ceux-ci ont été bloqué par l'ANIE. Cette dernière a alors décidé de se retirer de la course, marquant le signe avant-coureur d'une élection discutable. La campagne électorale a été fade et sans aucun « enjeu » aux yeux des masses. Nous avons mené une vraie campagne politique contre l'autoritarisme ambiant et la crise sociale. La

campagne n'a pas changé grandement les rapports de forces, mais elle est très utile pour les luttes de demain.

Des syndicats, des associations, des organisations de masse et des imams ont affiché publiquement leur soutien au président sortant, même si la loi interdit ce genre de pratique. Mais l'ANIE a fermé les yeux. Cette campagne a été également marquée par un cycle d'arrestations de plusieurs acteurs politiques. Ce qui n'a fait que renforcer le camp de l'abstention.

UNE ÉLECTION TRUQUÉE

Les taux de participation annoncés par l'ANIE le jour du scrutin ne correspondent à aucune réalité. En septembre 2024, le taux de participation à 17h était de l'ordre de 26,45 % contre 33 % lors de l'élection de décembre 2019, soit 7 points de moins, lié à un boycott très actif de millions de personnes. Mais l'ANIE a annoncé un taux de participation à 21h de 40 %, comme si nous étions devant un grand sursaut populaire ! Probablement soucieux de masquer l'ampleur de la désaffection populaire, Mohamed Charfi, le président de l'ANIE, avait pris quelques libertés avec la transparence en annonçant une « moyenne de taux de participation » de 48,03 %, basée sur les taux de participation dans les wilayas (départements) divisés par leur nombre, 58. Le taux de participation est, en réalité, probablement inférieur à 25 %, si l'on rapporte le nombre de suffrages exprimés, 5 630 196, aux 24 351 551 inscrits sur les listes (le

nombre de bulletins nuls ou blancs n'ayant pas été donné).

Le lendemain de l'annonce des résultats, les directions de campagne des trois candidats ont signé un communiqué pour dénoncer et remettre en cause les chiffres du premier responsable de l'ANIE. C'est une première en Algérie que le vainqueur remette en cause les chiffres de sa propre victoire électorale, mais sans qu'il dépose un recours... Ce qui nous amène à conclure que nous sommes face à cadeau empoisonné, comme le suggère l'ex journaliste du quotidien El-Khabar, Otmane Lahiani.

ANALYSE POLITIQUE

La lecture politique et le sens de la contestation des résultats par les trois candidats auront des conséquences graves sur le futur premier magistrat du pays. Cela va surement fragiliser sa position et accentuer l'isolement politique de A. Tebboune au sein du pouvoir d'État, voire réduire « sa marge de manœuvre ». C'est également un indicateur que le régime ou le futur président n'a pas pu renouveler sa base sociale et asseoir son hégémonie politique sur la société. Les chiffres annoncés par l'ANIE indiquent qu'il n'aurait progressé que de 357 740 voix en cinq ans. Ainsi, la crise du régime politique en Algérie qui s'est accentué en 2019 risque de se prolonger à court et moyen terme. □

¹ L'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) est l'organisme algérien chargé de toute opération électorale et référendaire, créé à la suite des manifestations de 2019 en Algérie.